



## Congrès de la LCR *plus ça change...*

Durant la semaine du 19 au 24 décembre, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, anciennement Front Communiste Révolutionnaire) tint son Congrès constitutif. Bien que le reportage sur le Congrès, paru dans *Rouge* du 27 décembre, affirme que la LCR ait "demandé sa reconnaissance" comme la section française de la "IV<sup>ème</sup> Internationale" (C'est-à-dire, le Secrétariat Unifié dirigé par Mandel), les "Thèses Politiques" adoptées par le Congrès ne font mention, ni du trotskysme, ni de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Les révisionnistes du Secrétariat Unifié (SU) ont depuis longtemps balancé le *Programme de Transition* de Trotsky en tant que guide de l'action concrète des révolutionnaires dans la lutte pour mener la classe ouvrière au pouvoir. Et à présent, la LCR affiche la possibilité d'entrisme, sinon de fusion, avec le Parti Socialiste Unifié (PSU), flirtant ainsi avec une liquidation organisationnelle dans la ligne de l'abandon programmatique du trotskysme qu'elle a depuis longtemps achevé. Le principal obstacle à une telle "fusion" sera probablement l'affiliation de la LCR au SU dont Mandel et compagnie se dispenseront difficilement, étant donné qu'elle est le "plus beau fleuron" de leur bloc fédéré international.

L'orientation vers le PSU n'est que l'application logique de la méthode de base pabliste de la LCR qui consiste à s'efforcer de trouver des groupes sociaux de rechange pour le parti d'avant-garde prolétarien :

ainsi fut découverte la "nouvelle avant-garde de masse", rebaptisée par la suite sous le nom d'"avant-garde ouvrière large". Cette catégorie fourre-tout serait composée des couches diverses de jeunes militants subjectivement révolutionnaires douées de (fausse) cohésion. La tâche de la LCR est alors de localiser et de suivre ces éléments volatiles et programmatiquement disparates, créant par là un mouvement "de masse".

Cette "théorie" n'est rien de plus que la légitimation de tout opportunisme qui intéresse la LCR à quelque moment que ce soit. Pour l'heure, c'est du PSU qu'elle rêve. Dans ce sens donc, Alain Krivine explique dans *Inprecor* (du 14 novembre 1974) que le PSU est "un pôle organisationnel pour une fraction de l'avant-garde large [...] la rupture intervenue dans le PSU traduit à sa façon l'impact grandissant des idées révolutionnaires au sein de l'avant-garde large." En fait, continué-t-il, "sa nouvelle direction se place sur le terrain de la révolution, mais véhicule toute une série d'illusions [...]"

Dans les années 1969-70, la Ligue Communiste, issue politique de l'organisation pabliste en France le Parti Communiste Internationaliste des années 1953-69, et ancêtre politique du Front Communiste Révolutionnaire (FCR) et de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) avait des prétentions à être (ou à devenir) une organisation léniniste fonctionnant de

*suite au verso*



### Pas de troupes fédérales à Boston!

page 3

## Congrès de la LCR...

manière centraliste-démocratique. En 1960, on pouvait lire dans les pages de *Rouge* (No. 3) :

"Pour assumer pleinement son rôle dans toutes les phases de la lutte des classes, l'organisation marxiste révolutionnaire doit acquérir une grande *homogénéité théorique* (sans laquelle dans les périodes difficiles, elle sombre dans la confusion et l'éclatement), une grande *cohésion politique* (sans laquelle il ne saurait y avoir d'appréciation commune du rapport de force et d'action militante réellement collective et coordonnée), une grande *rigueur organisationnelle* fondée sur l'autodiscipline et l'exigence militante (sans laquelle l'action politique n'est que pose et dilettantisme)." [souligné dans l'original.]

Evidemment cette description n'a jamais correspondu de près ou de loin à la Ligue ou au FCR. L' "orthodoxie" de la Ligue à ses débuts n'était qu'une couverture sous laquelle se trouvait toujours une version quelconque de la théorie pabliste de l'entrisme "sui generis". Et voici maintenant que ces pablistes se préparent de nouveau à un "entrisme sui generis", cette fois, dans le PSU. Aussi, le Comité Central du FCR aurait-il (selon *Informations Ouvrières* du 2 janvier 1975) voté une résolution le 28 septembre qui préconise de "travailler dans une problématique de fusion" vis-à-vis du PSU, "en comprenant qu'il s'agit là d'une perspective et, bien sûr, pas d'une démarche immédiate". Bien sûr.

Le renouveau de la tactique traditionnelle pabliste, et la remise en cause explicite la plus spectaculaire de la "rigueur organisationnelle", c'est la direction qui avait écrit les lignes ci-dessus, qui l'a institué, rompant avec les pratiques du bolchévisme en faisant se battre publiquement les tendances (à l'intérieur du FCR) dans une dizaine de numéros de *Rouge*, sur deux pages pour chaque numéro. Ceci est quelque chose de nouveau: la tendance minoritaire du 1er Congrès de la Ligue, pas plus que la "tendance bolchévique-léniniste pour la prolétarianisation" du 3ème Congrès n'avaient eu droit à cela. La cause réelle de la publication des débats, souvent féroces, pendant la discussion elle-même est la volonté de démontrer au PSU épuré de son aile la plus droitière que le FCR/LCR n'est pas l'organisation "sectaire" (on pourrait aussi bien dire: trotskyste) qu'il s' imagine et qu'il n'y aurait vraiment rien à craindre d'une fusion; sans compter les nouvelles avant-gardes de toutes sortes, rebuées par le concept du parti d'avant-garde. C'est-à-dire que déjà au niveau des formes de débat à l'intérieur du FCR, la majorité de celui-ci et la direction entière ont capitulé devant le PSU sur un point qu'ils présentaient comme étant fondamental en 1969. Le rejet du parti d'avant-garde et du centralisme démocratique (la plus grande démocratie à l'intérieur, un front sans faille à l'extérieur) n'est qu'une conséquence du revisionisme qui préside au Secrétariat Unifié (SU) (et au Secrétariat International [SI] avant 1963) depuis 1953 et de l'adaptation actuelle aux nouvelles avant-gardes. Au lieu de partir de la nécessité d'une organisation d'avant-garde pour mener à bien la lutte du prolétariat pour le pouvoir, on part de la "nécessité" de construire une organisation à la mesure des Avant-Gardes Larges (AGL), des Avant-Gardes Ouvrières Larges (AGOL) et autres Nouvelles Avant-Gardes

(NAG). On a vu ainsi le PSU, les libéraux oecuménistes du journal *Politique Hebdo*, *Contre le Courant* à la traîne de l'OCI, le journal très bourgeois *Le Monde*, décrire la bataille, compter les points ou indiquer implicitement à quelle tendance va leur préférence.

On peut encore mesurer le désarroi du "plus beau fleuron du SU" au fait que pas moins de quatre tendances (dont trois sur la base politique du 10ème Congrès Mondial du SU) se sont constituées sur l'ensemble des points à l'ordre du jour: analyse de la situation politique, tâches des marxistes révolutionnaires et "quel type d'organisation devons-nous construire?". Vu un tel ordre du jour, de deux choses l'une: ou bien le courant du FCR n'avait pas de stratégie, ou bien il faut en changer. C'est un aveu de taille. Que le FCR soit amené à poser la question d'organisation est tout aussi intéressant en soi. Pour tout révolutionnaire sérieux qui se réclame du trotskysme, le seul type d'organisation à constituer est une organisation hautement centralisée dont les membres sont sélectionnés pour leur compréhension du programme révolutionnaire, de l'histoire du mouvement ouvrier, y compris celle de l'organisation en question, de leur dévouement au parti et à la classe ouvrière. La forme que doit prendre une telle organisation dépend des restrictions à la liberté d'association qu'impose la bourgeoisie. Mais à l'ordre du jour de la FCR/LCR, c'était du type d'organisation dont on discutait. Une organisation qui renonce aux enseignements de *Que Faire?* sur ce point ne peut plus longtemps se réclamer du trotskysme: ce dont le prolétariat a besoin, disait Lénine, ce n'est pas de moins, mais de plus d'organisation.

Mais la "dégénérescence" de cette organisation pabliste ne s'arrête pas à cet aspect. Aucune des 4 tendances en présence n'a réellement présenté d'alternative globale trotskyste, aucune ne pouvait être soutenue, aucune ne présentait une base principielle sérieuse. Seuls les lambertistes camouflés de *Contre le Courant* qui voient dans le SWP américain une organisation "trotskyste", c'est-à-dire révolutionnaire, pouvaient adopter une position aussi opportuniste qu'un soutien inconditionnel à la tendance 4.

La tendance 2 (60 pourcent des mandats environ) inclue la plupart des dirigeants, des plus ultra-gauches style Bensaïd aux ouvriéristes patentés de la Commission Nationale Ouvrière en passant par les zombies que sont Frank et Weber. Les positions restent celles de la majorité internationale sur lesquelles se superpose le tacticisme comme ligne d'intervention permanente. Le plus gros souci de la tendance 2 dans le passé a été de lutter contre les "déséquilibres" politiques et sociologiques entre les différents secteurs de l'organisation, ... pour la préservation de l'unité du FCR. C'est sur cette base qu'elle a lutté contre la tendance 3, en particulier. C'est la même politique qu'elle applique à l'extérieur: chercher l'équilibre. Pour ne pas être laminé face à l'Union de la Gauche, et puisque l'extrême gauche s'écroule, dit-elle, fusionnons avec le PSU, dans le cadre déjà accepté du "socialisme autogestionnaire", nous aurons au moins un strapontin nous permettant de monter sur la scène de l'histoire. Et tout le reste n'est que littérature... Voilà l'inter-

# Pas de troupes à Boston !

## Pour des détachements d'autodéfense noirs/syndicats !

Extrait d'un tract du 9 octobre 1974 distribué massivement à Boston dans les quartiers noirs comme dans les blancs, au plus haut point des troubles raciaux.

La terreur raciste contre les écoliers noirs s'est transformée, au cours des semaines, en une terreur sans discrimination dirigée contre les noirs qui sortent du travail à Dorchester [dans le sud de Boston]. Des ouvriers noirs qui traversaient ce quartier furent sortis de force de leurs voitures puis matraqués. Nous soutenons le droit des résidents de Columbia Point, de Roxbury et celui de tous les noirs de Boston à se mobiliser pour une autodéfense. La population noire et tous les ouvriers, au lieu de s'appuyer sur le gouvernement fédéral ou local pour ce qui est de leur protection, doivent ne dépendre que de leurs propres organisations. Les syndicats, les organisations noires ou communautaires doivent mettre sur pied une force d'autodéfense multi-raciale afin de défendre la population noire contre la terreur raciste. La mobilisation récente, qui eut lieu

à Détroit, de militants du Syndicat de l'Auto en détachements pour défendre une famille noire qui avait emménagé dans un quartier exclusivement blanc, nous en donne l'exemple.

Les racistes et le Ku Klux Klan sont à la recherche de vaines représailles de la part de la population noire comme excuse, afin d'organiser une terreur en masse contre elle. Se refuser à mobiliser dès maintenant, c'est accepter la responsabilité d'une issue potentiellement tragique — une émeute raciale qui représenterait un échec profond en ce qui concerne la lutte pour les droits démocratiques des noirs, le combat de la classe ouvrière entière et ses intérêts. Ne faites pas le jeu des réactionnaires; dénoncez toute attaque raciste! Pour une autodéfense organisée!

Les prétendus socialistes du Socialist Workers Party/Young Socialist Alliance (Parti Ouvrier Socialiste/Alliance des Jeunes Socialistes) — SWP/YSA — se sont vus obligés de sacrifier deux pages du journalisme écrivassier habituel du *Militant* (1er novembre 1974) afin de défendre leur slogan d'envoi des troupes fédérales pour "protéger" les noirs de la terreur raciste dans la crise du transport des écoliers à Boston (le "busing"). L'un des articles est une réponse fade et pédagogique à une lettre de critique envoyée par un lecteur; l'autre se compose d'extraits de la réponse d'un des gros bonnets du SWP/YSA, Peter Camejo, aux "sectaires" de la Spartacist League (SL) et, de moindre importance, de la Workers League (Ligue Ouvrière — WL — le groupe américain associé à G. Healy en Angleterre), au cours d'un meeting qui eut lieu le 11 octobre à Boston. Le soutien donné dans ces articles à la politique libérale d'envoi des troupes révèle une fois de plus, mais ici avec une netteté forcée, le révisionnisme du SWP/YSA sur une des questions les plus centrales du marxisme, à savoir la nature de l'état capitaliste.

L'idée essentielle qui se cache derrière tous les arguments secondaires et superflus du SWP/YSA ressassés dans les deux articles est la suivante: *il est possible de maîtriser les forces armées de l'état capitaliste par la pression des masses*. Ce n'est rien de nouveau pour le SWP/YSA. Cela fait des années que ces réformistes petits-bourgeois sont à la remorque des nationalistes noirs et essaient de faire passer leur revendication de "community control of the police" (contrôle de la police par la communauté minoritaire). Mais aujourd'hui à Boston le SWP/YSA rampe devant les dirigeants traîtres les plus connus du National Association for the Advancement of Colored People (Association Nationale pour le Progrès des Gens de

Couleur) — NAACP — et le Black Caucus (Comité Noir) de la législature de l'état de Massachussets, qui demandent l'envoi de troupes à Boston, et que le SWP dénomme avec tant de respect "les leaders de la communauté noire".

Mais la théorie réformiste dessert divers appétits. Si la pression des masses en mouvement est capable de "contrôler" de façon efficace les flics racistes et armés, il va sans dire qu'une pression populaire l-a-r-g-e pourra obliger les troupes fédérales — plus "professionnels" que la police — à agir dans l'intérêt des opprimés. Ainsi le *Militant* (1er novembre 1974), espérant que les libéraux courtisés sont à l'écoute, déclare-t-il:

"Aujourd'hui à Boston l'appel au gouvernement pour qu'il envoie ses troupes effectuer la déségrégation dans les écoles peut servir de point de ralliement pour faire entrer dans la lutte les couches les plus larges de la communauté noire et ses alliés [...]. En fait, le mouvement pour les droits civiques des années 1950 et du début des années 1960 a été bâti autour d'actions massives où l'on exigeait du gouvernement qu'il fasse respecter ses lois. *Quand la pression de masse est devenue suffisamment forte*, comme par exemple à Little Rock et plus tard à Selma en Alabama, le gouvernement fédéral a été forcé d'intervenir. A ces occasions le gouvernement n'a pas attaqué la communauté noire: il a essayé d'apaiser les sentiments de masse en faveur de cette communauté [...]. Un mouvement de masse, exigeant que les troupes soient mobilisées pour assurer la déségrégation des écoles de Boston, mettrait le gouvernement sur la défensive. Il rendrait plus difficile toute tentative par le gouvernement de déployer ces troupes contre les noirs au lieu des racistes blancs. [...] Ce qui détermine si une loi donnée sera appliquée contre les opprimés, c'est le rapport de forces dans la lutte réelle." [souligné par nous.]

suite au verso

## Boston...

Le SWP/YSA, qui se présente à la NAACP et aux libéraux du Comité législatif noir comme un porte-parole "marxiste" respectable et un bâtisseur de "mouvements" vénérant le mouvement pacifiste et libéral pour les droits civiques des années 1950 et 1960 et s'inclinant devant les "leaders de la communauté noire", ne limite pas l'abandon qu'il fait du marxisme au soutien non-critique de la politique libérale qui met ses espoirs dans le gouvernement. Loin de là. Le Camarade Camejo a pris sur lui la responsabilité de renier le slogan de l'auto-défense par les noirs en conjonction avec les syndicats, slogan qui a de tout temps été l'anathème chez les libéraux :

"Au lieu des troupes fédérales, les sectaires proposent des détachements de défense syndicaux [...]. L'appel en faveur de tels détachements syndicaux d'autodéfense n'est pas réaliste pour l'heure. Il n'y a pas un seul syndicat qui ait un tel détachement, et il y en a encore moins qui soient prêts à en fournir pour la défense des écoliers noirs [...]. Vous avez totalement tiré des nuages ce slogan de détachements d'autodéfense syndicaux. Ce n'est pas une proposition sérieuse. Elle n'a rien à voir avec la satisfaction des besoins de la communauté noire aujourd'hui [...]. La communauté noire habite un monde réel et elle exige des solutions réelles, qui veuillent dire quelque chose et non pas des slogans irréalistes."

-Ibid.

Et pour dissiper tous les doutes qui subsisteraient chez les libéraux quant à la sincérité du SWP/YSA, à cause de l'époque où celui-ci s'enthousiasmait pour l'"autodéfense noire armée", le *Militant* déclare sans ambages que "l'appel en faveur de l'intervention des troupes fédérales place la responsabilité là où elle doit être : à Washington."

Pour Marx et Engels, l'état est "une organisation de la classe exploitante pour le maintien, au cours de chaque période, de ses conditions extérieures de production", c'est-à-dire d'exploitation. C'est (toujours selon Marx et Engels) "une force publique organisée pour l'asservissement social" et "une machine pour l'oppression d'une classe par une autre" et encore, "une machine du despotisme de classe". Cette "force publique" se réduit en dernière analyse à des corps spéciaux d'hommes armés — la police, les forces spéciales de sécurité et l'armée — tous renforcés par la bureaucratie, l'appareil judiciaire et les prisons. De par sa nature même le capitalisme a besoin de ces "forces répressives spéciales" — la police et l'armée. Il lui faut ces organes distincts qui s'élèveront au-dessus des masses larges pour remplir les fonctions répressives nécessaires à la préservation de la société capitaliste, pour faire respecter "l'ordre" bourgeois par la force ou sous la menace de la force. Quand les travailleurs et les opprimés se révoltent et mettent en question d'une manière quelconque la domination de la classe capitaliste, la nature foncière de la police et de l'armée se révèle avec une force brutale, rapide et meurtrière. Tandis que les tâches de service publique qu'il arrive à la police ou aux troupes fédérales d'assurer — comme par exemple le contrôle de la circulation automobile, l'assistance aux infirmes, le secours aux sinistrés, etc. — sont autant de tâches nettement auxiliaires qui pourraient, à la différence

édition française

# SPARTACIST

(Fourth Internationalist)

une revue du  
**MARXISME REVOLUTIONNAIRE**

Edité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

Comité de rédaction: L. Gordon  
J. Sharpe  
J. Lesueur

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001, USA

numéro 8



février 1975

des fonctions répressives, être assurées par des agents révocables par le peuple.

Dès la Commune de Paris, Marx et Engels ont lutté sans trêve pour inculquer au mouvement ouvrier l'idée cruciale qu'il est impossible de contrôler ou de s'emparer de la police, de l'armée ou de la bureaucratie d'état et de les faire fonctionner dans l'intérêt des exploités, mais qu'il faut au contraire les détruire. Ainsi, Marx et Engels ont déclaré que "la classe ouvrière ne peut pas tout simplement s'emparer de la machine de l'état telle quelle et la rendre apte à servir ses propres buts", mais qu'elle doit "se débarrasser de toute la vieille machinerie répressive précédemment employée contre elle-même". Cette idée est la thèse fondamentale de la théorie marxiste de l'état et constitue la ligne de démarcation historique entre le socialisme révolutionnaire et les réformismes de toute espèce.

Si le prolétariat au pouvoir est incapable de "contrôler" la police et l'armée du capitalisme, alors l'illusion qu'il le peut quand il n'est pas au pouvoir est encore plus utopique. Trompés par les assurances d'Allende qui affirmait avoir le contrôle de l'armée, les travailleurs et les paysans du Chili ont dû payer de leur sang le réformisme de leurs dirigeants-traitres. Les Kautsky miniatures du SWP/YSA ont déjà proclamé leur révisionnisme sur la question de l'état; ils n'attendent plus maintenant que leur moment dans l'histoire.

Les communistes ne se sont jamais tournés vers la bourgeoisie pour exiger qu'elle emploie ses forces de répression afin de protéger les luttes de ceux qu'elle opprime. A la différence des réformistes et des "lieutenants syndicaux du capital", les révolutionnaires n'ont jamais demandé que la police ou les troupes interviennent pour "protéger" les grèves des travailleurs, même quand les grèves concernaient l'application d'une législation bourgeoise en faveur de la classe ouvrière. On ne sait que trop le rôle que jouent

les troupes fédérales — sans parler de celui des flics — dans les luttes ouvrières. Ce sont les staliniens qui ont demandé l'intervention des troupes dans les conflits de "Little Steel" en 1937 [la "petite sidérurgie" : lutte menée pour former un syndicat dans les usines sidérurgiques de second rang — les "petites" compagnies]. Le Comité d'Organisation des Travailleurs Sidéurgiques avait demandé aux ouvriers de "bien recevoir" les troupes qui, disait-il, "protègeraient" les grévistes et "garantiraient la fermeture des aciéries". Au lieu de cela, les troupes abattirent dix-huit personnes, en blessèrent des douzaines d'autres et la grève de Little Steel fut brisée.

Lénine n'aurait jamais pensé à faire appel aux troupes du Tsar pour protéger les juifs, arméniens et autres groupes ethniques opprimés et sujets aux pogromes meurtriers des bandes des "Cent-Noirs". Se référant au lynchage de noirs aux USA, Lénine avait dénoncé les inepties de Kautsky sur la "protection de la minorité" par l'état capitaliste. Pour lui, ce dernier "léchait les bottes de la bourgeoisie".

"[...] Le parti dominant de la démocratie bourgeoise n'accorde la défense de la minorité qu'à un autre parti bourgeois tandis que le prolétariat, dans toute question sérieuse, profonde, fondamentale, reçoit en guise de "protection de la minorité" la loi martiale ou les massacres. Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile." [souligné dans l'original.]

— Lénine, *Oeuvres*, Tome 28.

Contrairement aux illusions semées par le SWP/YSA, la mobilisation des noirs dans la lutte, qui constituerait une "divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie", ne pousserait pas les troupes des patrons sous le contrôle des masses, mais bien à leur tomber dessus. Quand Camejo et ceux de son espèce persistent à rappeler des occasions où la police, ou les troupes, (toujours dans l'intérêt de "l'ordre" bourgeois) ont parfois sauvé des vies individuelles, c'est précisément pour détourner l'attention du rôle des forces armées bourgeoises dans ces luttes "sérieuses, profondes et fondamentales" contre l'ordre capitaliste raciste.

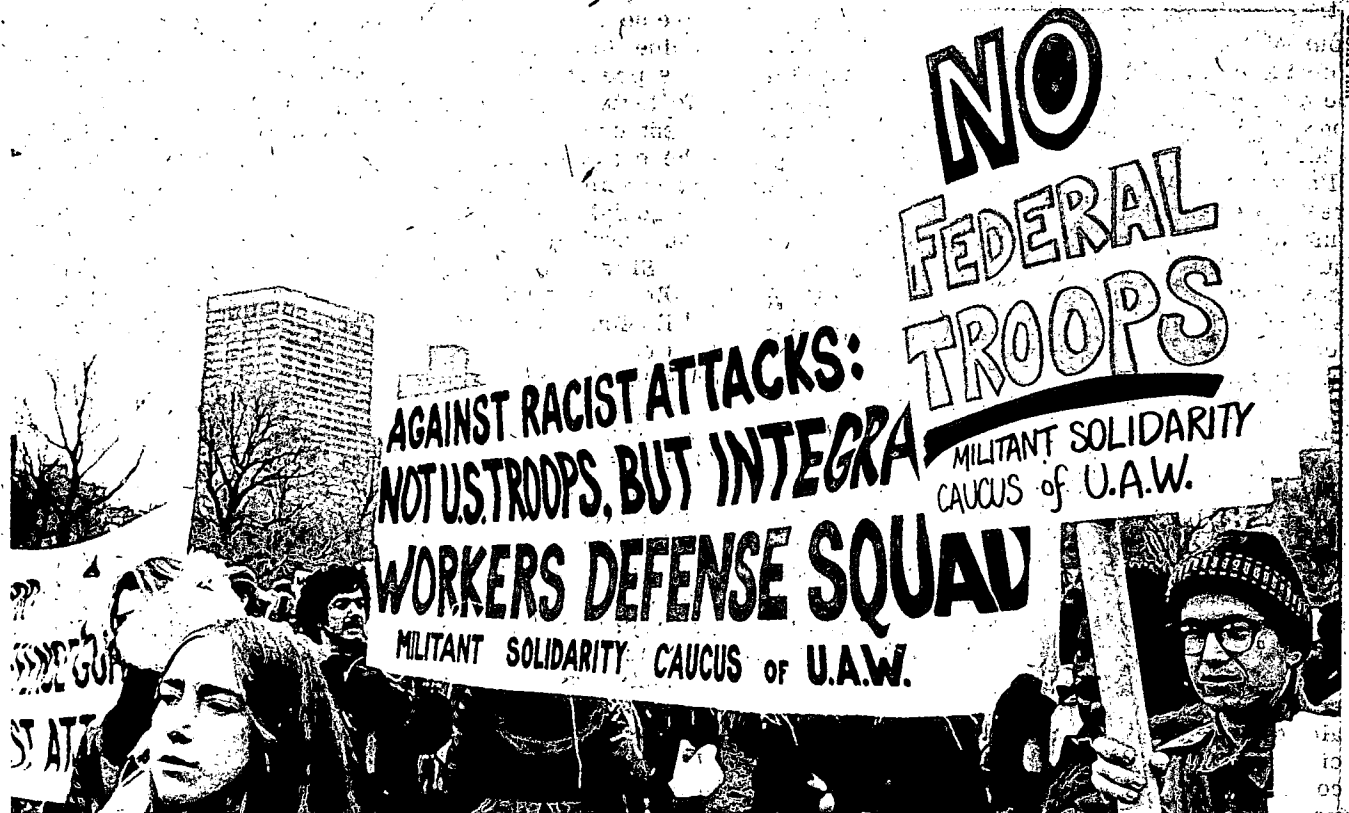
Trotsky, lui aussi, a dénoncé avec mépris ces dirigeants réformistes-traîtres qui faisaient appel à l'état capitaliste pour que celui-ci déploie ses troupes dans le but de protéger des ouvriers ou des juifs de la terreur des bandes fascistes.

"Se tourner vers l'état, c'est-à-dire vers le capital, en exigeant que celui-ci désarme les fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoraliser sa volonté [...] Les sociaux-démocrates, même les plus à gauche, c'est-à-dire ceux qui acceptent encore de répéter de vagues phrases en faveur de la révolution et de la dictature du prolétariat, prennent garde d'éviter la question de l'armement des ouvriers ou bien déclarent ouvertement que cette tâche est "chimérique, aventurière, romanesque", etc."

— *Writings of Leon Trotsky*, 1933-34

suite au verso

Poster et bannière des militants du Syndicat de l'Auto à la manifestation de Boston, le 14 décembre : "Contre les attaques racistes : Non aux troupes US, mais oui à l'intégration. DETACHEMENTS OUVRIERS D'AUTODÉFENSE" et "Pas de troupes fédérales". Le SWP non-obstant, les mots d'ordre du PROGRAMME DE TRANSITION sont effectivement propagés dans la classe ouvrière.



## Boston ...

Dans le *Programme de Transition*, Trotsky soulignait l'importance extrême qu'il y a à faire campagne pour et à organiser (dans tous les cas où c'est possible) des détachements d'autodéfense ouvrière — l'embryon d'une future milice ouvrière — pour que les travailleurs apprennent dans la lutte le pouvoir et les méthodes de la défense ouvrière.

"A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de *détachements ouvriers d'autodéfense* [...] Il faut lancer le mot d'ordre de la *milice ouvrière*, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières."

Le slogan des détachements d'autodéfense ouvrière comme "seule garantie sérieuse" pour la protection des luttes des opprimés ne tombe pas des nuages, Camarade Camejo, mais sort tout droit du *Programme de Transition* trotskyste! Pour le SWP/YSA, ni cette revendication, ni aucune revendication du *Programme de Transition* n'est "réaliste", "sérieuse", ou "significative", tout simplement parce que son programme n'est pas le trotskysme, mais le réformisme. Pour "l'opportunisme sans limite" des réformistes, remarquait Lénine, "la lutte désirable est celle qui est possible, et la lutte qui est possible est celle qui est en train de se produire à l'instant même."

### PRINCIPES ET TACTIQUES

Les marxistes révolutionnaires considèrent l'armée capitaliste et les détachements d'autodéfense/milices ouvriers comme des formations de classe opposées l'une à l'autre. Lorsqu'il est question de défendre les luttes des opprimés, la demande d'envoi des troupes fédérales et l'appel à une force d'autodéfense ouvrière constituent des slogans tout à fait opposés. Une position de principe sur la nature de l'état capitaliste les sépare. L'appel aux détachements ouvriers-noirs aujourd'hui à Boston est une déclaration de non-confiance vis-à-vis de l'armée des patrons. "Se tourner vers l'état, c'est-à-dire vers le capital" et exiger que les troupes fédérales protègent les noirs contre les racistes qui sont ouvertement encouragés par le gouvernement, "c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat et démoraliser sa volonté."

Bien que les communistes s'opposent par principe à une politique qui se fie à la "force spéciale de répression" du capitalisme, notre attitude envers toute une gamme d'actions spécifiques ou de situations où sont impliquées la police ou l'armée a souvent une dimension tactique. Ainsi Trotsky, qui condamnait passionnément toute recherche de la protection de l'état contre les fascistes, a signalé que dans certains cas, les travailleurs, à condition d'être organisés et mobilisés sur des bases indépendantes, pourraient et devraient s'engager dans des blocs militaires épisodiques, par exemple avec les troupes gouvernementales contre les fascistes :

"Une attitude implacable contre le militarisme bourgeois ne signifie absolument pas que le prolétariat dans *tous les cas* s'engage dans une lutte contre son armée "nationale". Les travailleurs ne généraient pas

des soldats qui éteignent un incendie ou qui sauvent des gens de la noyade pendant une inondation; au contraire ils aideraient les soldats et ils fraterniseraient avec eux. Et la question ne se limite pas seulement à des cas de cataclysme naturels. Si les fascistes français faisaient aujourd'hui une tentative de coup d'état et si le gouvernement Daladier se trouvait dans l'obligation de déployer des troupes contre eux, les ouvriers révolutionnaires, tout en maintenant une totale indépendance politique, se battraient contre les fascistes aux côtés de ces troupes." [souligné dans l'original.]

— *Writings of Leon Trotsky*,  
1938-39

Mais faire disparaître les principes derrière des tactiques est une des méthodes classiques des révisionnistes pour cacher leur politique réformiste. Ainsi, pour prouver la fausseté des "formules sectaires" et "schématiques" qui affirment que "tout ce que fait la police est contre les intérêts des travailleurs", Camejo se réfère à des incidents au cours desquels un flic de Boston a sauvé un homme noir d'une foule raciste prête à le lyncher et où les troupes fédérales ont "protégé" les militants du mouvement pour les droits civiques dans le sud [des USA]. Il est évident que les révolutionnaires n'interviendraient pas contre la police ou les troupes lorsque celles-ci seraient réellement en train de protéger quelqu'un d'une attaque ou d'une tentative d'assassinat, ou dans des cas où la police s'attaque à eux et que le rapport de force n'est clairement pas en leur faveur. De tels cas relèvent du domaine de la tactique. Mais Camejo les cite pour démontrer que si les flics ou les troupes sont capables, en l'absence de pression de masse, de protéger les opprimés, il va sans dire qu'ils pourront le faire de façon consistante s'ils sont soumis à "une pression énorme". Ce qui constitue pour les communistes les exigences et les

**BIRMINGHAM, 1963. La police "protège" la population noire.**





Bannière de la Spartacist League dans une manifestation le 13 octobre à Boston: "Mobilisez les noirs et les syndicats pour défendre les enfants noirs et Columbia Point." Tous les noirs ne sont évidemment pas du même avis que le SWP à propos du "réalisme" de nos slogans.

prérogatives de l' "ordre" bourgeois, devient pour les traîtres du SWP/YSA une justification pour prêcher la confiance dans le poing armé du capital et pour s'opposer à une défense unitaire syndicats/noirs.

## LES TROUPES ET LES NOIRS : L'HISTORIQUE

Pour défendre la politique des libéraux et leur perdue soutien à l'envoi des troupes, MM. Camejo et compagnie invoquent sans cesse l'intervention des troupes dans le mouvement pour les droits civiques qu'ils qualifient de "grande victoire". Il n'y a que ceux dont la perspective fondamentale est le réformisme libéral qui puissent qualifier de "victoire" l'intervention des troupes dans des émeutes raciales et des manifestations pour les droits civiques. Les troupes ont toujours servi à contenir ou étouffer l'action militante ou les révoltes des masses noires opprimées aux USA. C'est précisément quand ces derniers, insurgés, menacent de sortir du train-train des mouvements de protestation impuissants et passifs que leurs leaders-traîtres petits-bourgeois leur imposent, et d'autant plus quand ils passent réellement à l'action que les capitalistes déploient leurs troupes. Les revendications des libéraux d'envoyer des troupes et la décision du gouvernement à le faire découlent de la même source: ils veulent tous deux mater un mouvement indépendant noir de mobilisation et réimposer la "non-violence" (ce qui veut dire que rien ne change). Les communistes ne peuvent voir dans les troupes fédérales qu'un obstacle énorme sur le chemin de l'émancipation noire par la lutte de classe. Quelles leçons tirons-nous de l'histoire des interventions des troupes fédérales dans les émeutes raciales et le mouvement

des droits civiques dans le sud ?

DETROIT, 1943 : Lors des sinistres émeutes raciales de Détroit, le gouvernement de Roosevelt a croisé les bras alors que jour après jour les noirs se faisaient passer à tabac et massacrer dans les rues par la racaille raciste enragée. Ce n'est que quand les noirs ont commencé à répondre à ces attaques en détruisant des voitures de blancs à coups de pierres, en s'attaquant à leurs propriétés à Paradise Valley et que les soldats noirs en garnison à Fort Custer (à 250 kilomètres de là) ont tenté de prendre les armes et de marcher sur Détroit pour protéger leurs familles que Roosevelt a ordonné aux troupes fédérales d'intervenir. Les troupes fédérales arrêterent les soldats noirs, décrétèrent et imposèrent la loi martiale à Détroit. Voilà comment les troupes fédérales "protégèrent" la population noire de Détroit.

Mais la ligne du SWP, alors trotskyste, était bien loin de celle qui aujourd'hui remplit les pages du *Militant*. Sous le titre "Le Mouvement Ouvrier Doit Ecraser la Terreur Anti-Noir", la déclaration du Comité National du SWP affirmait courageusement: "Que doit-on faire pour mettre fin à cette violence et à ces lynchages? Bien sûr, il n'est pas question de compter sur les autorités fédérales, l'armée, la police de l'état ou de la ville, sur la bonne volonté des capitalistes, l'intervention du congrès ou du président. Ils ont démontré qu'ils ne prendront pas les mesures requises pour protéger les droits et la vie des noirs." "La responsabilité principale pour la défense des noirs repose aujourd'hui sur les syndicats [...] Les dirigeants ouvriers ne doivent pas se contenter de déployer les attaques contre la population noire. Ils ne doivent pas se contenter d'ordonner à leurs membres de

*suite au verso*

## Boston...

rester chez eux et de faire appel à la justice. Ils doivent demander à leurs membres d'agir d'une façon déterminée et organisée contre les instigateurs et les organisateurs de cette canaille avide de lynchage.

"Les membres de toutes les section syndicales devraient être mobilisés pour agir. Des équipes volantes

Ces mots sortis du passé révolutionnaire du SWP ressemblent à une puissante condamnation des sociaux-démocrates pleurnichards qui dirigent le parti aujourd'hui. Une politique trotskyste "ne compte pas sur les autorités fédérales, l'armée", mais déclare plutôt que "la responsabilité principale pour la défense des noirs repose aujourd'hui sur les syndicats". Mais Camejo et compagnie ne veulent point de ce "sectarisme ultra-gauche"! Non, "demander l'intervention des troupes fédérales c'est placer la responsabilité où elle est : à Washington". La politique des trotskystes doit être de lancer un défi aux crapules de la direction du mouvement ouvrier qui sont restées les bras croisés et d'appeler à former des équipes de militants syndicaux. Mais, pour le SWP/YSA de Camejo, il n'est pas question de lancer des mots d'ordre "irréalistes" ou "qui n'ont rien à voir avec les besoins de la communauté noire d'aujourd'hui."

Pourtant la politique du SWP lors des émeutes de Détroit [1943] avait une faille, pas en ce qui concerne la question principielle de confiance aux troupes fédérales, mais au sujet de la tactique adoptée envers les soldats noirs. Cette même déclaration du Comité Nationale affirmait :

"La population noire a, et le droit, et le devoir de se protéger des attaques sauvages des canailles avides de lynchage. Elle a le droit d'exiger que dans le cas d'attaques futures on fasse appel à des troupes uniquement noires et qu'on délègue des noirs pour les défendre."

Le SWP essayait d'aller à la rencontre de l'indignation qu'avait provoqué la terreur raciste chez les soldats noirs ainsi que le sentiment de solidarité profond des noirs de Détroit avec le soulèvement héroïque de Fort Custer. En fait, le SWP disait : "Nous n'avons aucune confiance dans les troupes fédérales et nous ne faisons pas appel à elles; mais si le gouvernement les envoie, alors que ce soit ces troupes [noires]-là." Bien que cet appel n'ait absolument rien de commun avec celui de Camejo et compagnie, ni avec leur rejet d'une politique d'autodéfense syndicats-noirs, il ne fait aucun doute que cette formule affaiblissait la portée de l'appel du SWP à l'autodéfense ouvrière qui sur tous les autres plans était clair et courageux.

LITTLE ROCK, 1957 : Le Président Eisenhower resta sourd à tout appel pour une intervention fédérale lorsque, à la suite d'un ordre de déségrégation émis par la justice américaine, les écoliers noirs qui tentaient de pénétrer dans Little Rock High School [le lycée de Little Rock en Arkansas] furent l'objet de harcèlements racistes. Plus tard, à la suite d'une émeute raciale dans ce même lycée, un soulèvement de la population noire se produisit au cours de laquelle celle-ci fit irruption dans les rues, armes en main, afin de défendre sa communauté; on vit alors des groupes de jeunes noirs se battre, disperser la canaille

raciste blanche et attaquer les flics. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là qu'Eisenhower envoya précipitamment les troupes fédérales pour satisfaire les autorités racistes paniquées. Un des journaux bourgeois traduisait parfaitement la réalité, qui titrait : "Les Noirs Ripostent et Ike Passe à l'Action" (*Amsterdam News*, 28 septembre 1957). Les troupes "rétablirent l'ordre" et empêchèrent la défaite totale des racistes en déroute! Martin Luther King applaudit à cette invasion du fait que les troupes avaient imposé la "non-violence" aux noirs.

De plus, alors que ces troupes "protégeaient" les noirs de leur tendance à être violents et permettaient aux racistes de se reprendre, Eisenhower entreprit de renforcer les racistes : le juge fédéral "nordiste" de Little Rock fut plaqué et remplacé par un sudiste raciste, tout comme le gouverneur raciste Faubus l'avait demandé; un arrêt de la cour fédérale retarda la déségrégation projetée des écoles publiques du Texas. Eisenhower obtint la démission du Procureur Général Brownell qui s'était attiré la colère des racistes du sud; et la Commission d'Enquête des Droits Civiques fut manipulée pour obtenir une majorité de Démocrates sudistes. Ce qui n'empêche pas Camejo de nous dire que l'intervention des troupes fédérales à Little Rock "brisa les reins du mouvement raciste"!

Les années d'isolement apparemment sans fin de la période du Mc Carthysme, au cours des années 1950, minèrent la capacité révolutionnaire du SWP. En conséquence de quoi il tendit vers une adaptation opportuniste à la direction libérale du mouvement grandissant des droits civiques. Bien qu'ayant encore, à l'époque, une perspective révolutionnaire, le SWP s'empessa trop de se joindre avec enthousiasme et sans le critiquer, au mouvement de protestation dominé par les libéraux qui réclamaient l'intervention gouvernementale pour faire appliquer la décision de 1954 de la cour suprême. Le SWP résumait ainsi sa position sur les droits civiques et la lutte des noirs :

"Que faut-il faire? Pour quoi faut-il se battre aujourd'hui? Je peux vous le dire en deux mots : l'intervention gouvernementale, avec des troupes s'il le faut."

— Militant, 17 octobre 1955

Le SWP soutint donc l'intervention des troupes fédérales à Little Rock et inclut même dans sa résolution de 1957, "L'égalité des noirs par la voie de la lutte de classes", la nécessité de l'intervention des troupes "là où des considérations tactiques la justifient". Bien qu'il ait ramassé le soutien de la majorité, le mot d'ordre en question produisit dans le parti un sentiment de gêne considérable et même une opposition minoritaire.

BIRMINGHAM 1963 : Une fois de plus le gouvernement fédéral ne bougea pas pendant les mois au cours desquels la campagne terroriste d'attentats à la bombe dirigée contre les noirs et les militants du mouvement des droits civiques dura. A la suite d'un de ces attentats, dans une église, qui couta la vie à quatre enfants noirs, la population noire de Birmingham, qui avait déjà combattu dans la rue contre la police déchaînée et les milices légalisées de racistes, formées pour la circonstance, refusèrent de continuer à se tapir "de façon non-violente" et commencèrent d'instaurer des patrouilles armées et des postes d'observation d'auto-



défense dans le ghetto. Roy Wilkens, du NAACP, décrivait parfaitement la situation quand il déclarait : "S'il arrive quelque chose dans le ghetto, je frémis à la pensée de ce qui va se passer, parce qu'ils ne se soumettront pas — pour la grande majorité — au très discipliné King." (*New York Times*, 19 mai 1963) C'est le spectacle des patrouilles noires armées et outragées et la crainte de voir échouer le mouvement de non-violence qui poussa Kennedy à envoyer les troupes en Alabama. (*New York Times*, 14 mai 1963) Cette intervention de Kennedy fut d'ailleurs saluée par le bon Révérend M.L. King qui avait promis à tous les businessmen blancs de la ville que les noirs n'organiseraient pas de manifestations massives.

Le SWP, qui fuyait à grands pas le marxisme révolutionnaire, adopta alors une position centriste et fit appel à Kennedy pour qu'il "délègue des pouvoirs policiers spéciaux aux groupes d'autodéfense noirs et envoie des troupes fédérales occuper l'Alabama" (*Militant*, 23 février 1963). Le rôle des troupes fédérales, des émeutes raciales de Détroit en 1943 au soulèvement du ghetto de cette même ville en 1967, fut de mater et de désarmer la population noire. La loi martiale, c'est le règne de l'armée et de l'armée seulement. On peut se faire une idée claire de l'étendue du révisionnisme du SWP/YSA sur la question fondamentale de la nature de l'état capitaliste, rien qu'en réfléchissant à

sa revendication que l'armée des capitalistes occupe l'Alabama pour mater les racistes en se faisant aider de noirs armés et spécialement délégués de pouvoirs policiers.

SELMA 1965 : A Selma la lutte pour inscrire les noirs sur les listes électorales provoqua des attaques acharnées de la part des racistes. Après plusieurs semaines de violence raciale, y compris l'attaque d'une manifestation par la police de l'état d'Alabama et d'une tentative de marche sur Montgomery, King et le Student Non-Violent Coordinating Committee (Comité non-Violent de Coordination Etudiante) demandèrent au Président Johnson qu'il envoie l'armée à Selma.

Dans son enthousiasme pour les dirigeants libéraux du mouvement des droits civiques, le SWP/YSA, devenu réformiste, mit de côté tout semblant de perspective révolutionnaire et révéla son libéralisme sans ambages :

"Au lieu d'envoyer des troupes au Vietnam où elles écrasent les droits et la vie des vietnamiens, on devrait les envoyer à Selma et dans d'autres régions du sud pour qu'elles protègent les droits constitutionnels des noirs."

—*Militant*, 22 mars 1963

Cette déclaration constitue un net rejet du marxisme. D'après le SWP, les mêmes troupes (en l'occu-

suite page 20

Pendant les manifestations à Birmingham en 1963, le *MILITANT* titrait : "Kennedy refuse d'aider les noirs contre les flics racistes de Birmingham" (le 22 avril 1963). Plus tard, le SWP développa toute une campagne de propagande en faveur du nationalisme noir et de Malcom X. Ainsi le numéro du *MILITANT* du 16 mars 1964 soutint la campagne de Malcom X pour "bâtir le nationalisme noir" par une déclaration à la une [de ce même numéro] du candidat présidentiel du SWP, Clifton DeBerry, qui "louait la déclaration par Malcom X selon laquelle il chercherait à développer une force politique nationaliste noire [...]". En 1965, au moment de la marche sur Selma, le *MILITANT* du 22 mars titrait : "Exigez l'envoi des troupes US en Alabama." et une semaine plus tard, "Laissez les troupes en Alabama". L'article exigeant l'envoi des troupes revendiquait également au gouvernement Johnson "d'arrêter et de déposer de leurs postes" les fonctionnaires des villes et des états dans le sud coupables d'avoir violé les droits civiques des noirs.



# Vers la renaissance de la IV<sup>ème</sup> Internationale

*La Revolutionary Tendency (Tendance Révolutionnaire), qui fut expulsée du SWP en 1963, est le précurseur de la Spartacist League.*

(PROJET DE RESOLUTION SUR LE MOUVEMENT MONDIAL, soumis par la Revolutionary Tendency au Congrès de 1963 du Socialist Workers Party. Ce texte fut soumis comme contre-projet de résolution en opposition à la résolution de la direction du SWP, "Pour une Réunification Prochaine", reproduite dans le livre de Pierre Frank, *La Quatrième Internationale* sous le titre "Les bases historiques et politiques de la réunification", p. 157-164.)

## INTRODUCTION

1. Au cours des quinze dernières années, le mouvement fondé par Léon Trotsky a été déchiré par une crise théorique, politique et organisationnelle profonde. La manifestation apparente de cette crise a été la disparition de la Quatrième Internationale en tant que structure significative. Le mouvement a, par conséquent, été réduit à un grand nombre de groupuscules formellement déployés dans trois tendances: "Le Comité International", "Le Secrétariat International (Pablo)" et "Le Secrétariat International (Posadas)". Des politiciens superficiels espèrent escamoter la crise à l'aide d'une formule organisationnelle — "l'unité" de tous les groupuscules prêts à s'unir autour d'un programme dénominateur-commun. Cette proposition obscurcit et, en fait, aggrave les causes politiques et théoriques de la crise.

2. L'apparition du révisionnisme pabliste a indiqué quelle était la racine cachée de la crise de notre mouvement: l'abandon d'une perspective ouvrière révolutionnaire. Sous l'influence de la stabilisation relative du capitalisme dans les états industriels de l'ouest et du succès partiel des mouvements petits-bourgeois qui ont renversé la domination impérialiste dans certains pays arriérés, la tendance révisionniste à l'intérieur du mouvement trotskyste a développé une orientation qui se détourne du prolétariat pour se rapprocher des directions petites-bourgeoises. La transformation du trotskysme en un satellite de

gauche des directions ouvrières coloniales-révolutionnaires existantes, combinée d'une orthodoxie verbale classiquement centriste, fut représentée par Pablo — mais ne fut en aucune manière limitée à lui ou à sa fraction organisationnelle. Au contraire, les révolutions cubaine et algérienne ont constitué la preuve décisive que la tendance centriste est tout aussi prévalente parmi certains groupes qui, à l'origine, s'opposèrent à la fraction de Pablo.

3. Dans les projets de réunification prochaine des groupes centristes à l'intérieur du mouvement trotskyste réside une logique évidente et puissante. Mais leur "réunification" sur la base d'une politique centriste ne peut pas signifier le rétablissement de la Quatrième Internationale. La lutte pour la Quatrième Internationale est la lutte pour un programme qui représente la perspective ouvrière révolutionnaire du marxisme. Il est vrai que les doctrines de base du mouvement, en tant que formulations abstraites, n'ont pas été formellement reniées. Mais les révisionnistes, par leur abandon d'une perspective révolutionnaire, défient concrètement les bases programmatiques de notre mouvement.

4. L'essence du débat dans le mouvement trotskyste est la question de la perspective du prolétariat et de ses éléments d'avant-garde révolutionnaire vis-à-vis des directions petites-bourgeoises du mouvement ouvrier actuel, des états ouvriers déformés et de la révolution coloniale. Le coeur de la perspective révolutionnaire du marxisme se tient dans *la lutte pour l'indépendance des ouvriers en tant que classe* de toutes les forces non prolétariennes; la démocratie ouvrière, dont l'expression suprême est le pouvoir ouvrier, se trouve être la question politique indicative, le critère théorique. Ceci s'applique à tous les pays où le prolétariat est devenu capable de soutenir une politique indépendante — seules les formes dans laquelle la question se pose varient d'un pays à l'autre. Ces formes, bien entendu, déterminent l'intervention pratique des marxistes.

## L'EUROPE

5. Contrairement à ce que prétendent les révisionnistes de tous acabits, le mouvement ouvrier n'est pas devenu plus conservateur du fait du ressaisissement et de la prospérité prolongée du capitalisme européen. En réalité, la force, la cohésion, le niveau culturel

et la combativité potentielle du prolétariat européen sont aujourd'hui plus grands que jamais. Ladéfaite de De Gaulle par les mineurs français [1963] et le puissant tournant électoral vers la gauche, s'accéléralent à l'heure actuelle dans les pays bourgeois-démocratiques d'Europe (et plus particulièrement en Italie, en Grande Bretagne et en Allemagne), illustrent ce fait.

6. Les tentatives faites par les ouvriers européens pour aller au-delà des luttes économiques partielles vers la transformation socialiste de la société ont été bloquées par la résistance et la trahison de la bureaucratie syndicale. Les quatre années de réaction en France qui suivirent la prise du pouvoir par De Gaulle révèlent le prix terrible toujours imposé par la tolérance de ces fourvoyeurs. La grève générale belge prouva encore une fois que les bureaucrates "gauchistes" comme Renard feraient aussi tout ce qui est en leur pouvoir pour bloquer ou détourner un mouvement capable de menacer la domination capitaliste. Mais tant les expériences de France que celles de Belgique indiquent un désir spontané de la part des ouvriers de s'engager dans une lutte contre la classe capitaliste — un désir qui à l'occasion produit des confrontations ouvertes avec le système.

7. La tâche des trotskystes dans le mouvement ouvrier européen est de construire, à l'intérieur des organisations de masse (syndicats et, dans certains cas, partis), une direction alternative. Les marxistes doivent à tout moment garder et exercer une indépendance politique et programmatique dans le contexte de la forme organisationnelle donnée. Il est correct et même obligatoire de soutenir des tendances à l'intérieur de la bureaucratie syndicale, si celles-ci défendent les intérêts essentiels de la classe ouvrière ou reflètent un désir de lutte de classe dans le mouvement ouvrier; mais ce soutien n'est jamais que conditionnel et critique. Au moment où, comme ça l'est inévitable, la lutte de classe atteint la période au cours de laquelle les bureaucrates "gauchistes" jouent un rôle réactionnaire, les marxistes doivent s'opposer à eux, immédiatement et ouvertement. La conduite de la tendance centriste regroupée autour du journal belge *La Gauche*, retirant son slogan — correct — d'une marche sur Bruxelles au cours de la grève générale afin d'éviter la rupture avec Renard, est l'opposé de l'attitude marxiste envers la bureaucratie syndicale.

8. Les perspectives objectives du développement du mouvement trotskyste en Europe sont extrêmement brillantes. Un grand nombre parmi les meilleurs jeunes militants dans tous les pays, rejetant le routinisme cynique et arriviste des bureaucrates stalinien et sociaux-démocrates, sont sérieusement à la recherche d'une perspective socialiste. Ils peuvent être gagnés à un mouvement capable de les convaincre, pratiquement et théoriquement, du fait qu'il offre une telle perspective. Les changements structurels qui découlent de l'intégration européenne posent la question de la démocratie ouvrière et celle de l'indépendance des organes politiques et économiques de la classe ouvrière, en tant qu'alternative au contrôle par l'état du

mouvement ouvrier. Ils entraînent la classe ouvrière dans des luttes de classe de plus en plus importantes. Si dans ces conditions objectives, les trotskystes d'Europe de l'ouest ne réalisent pas un taux élevé de croissance, ce sera parce qu'ils ont eux-mêmes adopté la position révisionniste de satellite à la direction ouvrière, contrairement à une perspective de lutte autour du programme de la démocratie ouvrière.

## LE BLOC SOVIETIQUE

9. Depuis la deuxième guerre mondiale, les pays d'Europe de l'est se sont développés en des états industriels modernes. Au fur et à mesure que le prolétariat des états ouvriers déformés augmente en nombre et améliore ses standards de vie et son niveau culturel, le conflit irresistible entre la classe ouvrière et la bureaucratie stalinienne prend de l'ampleur. Malgré la défaite de la révolution ouvrière hongroise, le prolétariat du bloc soviétique a gagné des réformes importantes, élargissant substantiellement son champ de pensée et d'action. Cependant ces réformes ne font pas partie d'un "processus de réforme" ou d'un "processus de déstalinisation": elles ne furent accordées qu'à contrecœur par une bureaucratie irredressable; elles subissent les attaques perpétuelles de la fraction des "héritiers de Staline"; et elles resteront en danger aussi longtemps que la domination stalinienne sera en place. Ces concessions ne sont historiquement significatives que par le fait qu'elles aident le prolétariat à se préparer au renversement de la bureaucratie. Ce n'est que par la révolution politique que l'on pourra effectuer une déstalinisation authentique.

10. Une nouvelle direction révolutionnaire se dégage de la jeunesse prolétarienne dans le bloc soviétique. Inspirée par des sources jumelles — la tradition léniniste inextinguible et les besoins directs et tangibles de sa classe — la nouvelle génération formule et réalise dans la lutte le programme de la démocratie ouvrière. Il faut noter, dans ce contexte, l'argument ressorti par un participant de longue date à la vie estudiantine soviétique. En ce qui concerne le caractère fondamental de la plupart de l'opposition largement répandue parmi la jeunesse russe, il fut affirmé: "L'étudiant soviétique, parce qu'il est marxiste-léniniste, est plus radicalement insatisfait que s'il était un pragmatiste anglo-saxon" (David Burg au *New York Times*). Les trotskystes, continuateurs linéaires d'un temps premier, ont une contribution indispensable à faire à cette lutte: le concept du parti international et celui du Programme de Transition requis si l'on veut mener à terme la révolution politique. C'est une activité pratique primordiale pour toute direction internationale qui en mérite le nom que d'aider au développement d'une direction révolutionnaire dans le bloc soviétique, par des contacts personnels et idéologiques.

## LA REVOLUTION COLONIALE

11. La signification programmatique de la démocratie ouvrière est la plus forte dans les parties du monde arriérées, anciennement coloniales. C'est précisé-

*suite au verso*

## Vers la renaissance...

ment dans ce secteur que le programme de la démocratie ouvrière offre la ligne de démarcation la plus claire entre les tendances révolutionnaires et révisionnistes. Dans tous ces pays, la lutte pour les droits bourgeois-démocratiques (liberté de parole, droit de s'organiser et de grève, élections libres) est très importante pour la classe ouvrière parce qu'elle établit les bases d'une lutte avancée pour la démocratie prolétarienne et le pouvoir ouvrier (contrôle ouvrier de la production, pouvoir d'état basé sur des soviets ouvriers et paysans).

12. La théorie de la révolution permanente qui est élémentaire à notre mouvement exprime le fait que dans le monde moderne la révolution bourgeoise-démocratique ne peut être achevée *si ce n'est* par la victoire et l'extension de la révolution prolétarienne — le couronnement de la démocratie ouvrière. L'expérience de tous les pays coloniaux a justifié cette théorie et a mis à nu les contradictions internes manifestes qui ébranlent continuellement l'état actuel de la révolution coloniale contre l'impérialisme. Précisément dans ces états où les buts *bourgeois* de l'indépendance nationale et de la réforme agraire ont été atteints de la façon la plus complète, les droits politiques *démocratiques* des ouvriers et des paysans n'ont pas été gagnés, quels que soient les gains sociaux. C'est particulièrement vrai dans ces pays où la révolution coloniale aboutit à l'établissement d'états ouvriers déformés : la Chine, le Nord-Vietnam... et Cuba. Jusqu'ici, le bilan révèle un succès contrarié, soit essentiellement vide, comme dans les néo-colonies du modèle africain, soit profondément déformé et limité, comme en Chine par exemple. Cet aboutissement actuel est une conséquence de la prédominance de forces de classes spécifiques à l'intérieur des soulèvements coloniaux et des formes (liées à une classe) employées dans les luttes. Ces formes imposées à la lutte l'ont été, dans toutes leurs variétés, exclusivement "d'en haut", c'est-à-dire en partant des formes parlementaires jusqu'aux formes militaro-bureaucratiques. Et les forces de classe en question ont été, bien sûr, bourgeoises ou petites-bourgeoises. Une opposition de classe se développe dans le contexte des antagonismes qui résultent du non-accomplissement de la révolution bourgeoise-démocratique. Les directions petites-bourgeoises, avec leurs formes bureaucratiques et leurs méthodes empiriques se rangent contre la participation des ouvriers, en tant que classe, à la lutte. L'engagement de la classe ouvrière dans la lutte est forcément centrée sur la conquête de la démocratie ouvrière et nécessite la direction de l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire avec sa conscience programmatique de mission historique. C'est quand la classe ouvrière gagne de l'ascendance dans la lutte et prend à sa remorque les couches les plus opprimées de la petite-bourgeoisie que la révolution permanente peut aller de l'avant.

13. La révolution cubaine a mis à jour les vastes incursions du révisionnisme dans notre mouvement. Sous prétexte de défendre la révolution cubaine, en soi une obligation pour notre mouvement, on a soutenu à fond et de manière inconditionnelle et non-

critique la direction de Castro, en dépit de sa nature petite-bourgeoise et de sa conduite bureaucratique. Cependant, le bilan de l'opposition du régime aux droits démocratiques des ouvriers et des paysans cubains est net : mise à la porte bureaucratique de dirigeants du mouvement ouvrier démocratiquement élus et leur remplacement par des trimardeurs stalinien; suppression de la presse trotskyste; proclamation du système de parti unique, et j'en passe. Ce bilan se dresse côte à côte avec les premiers accomplissements sociaux et économiques d'apport énorme de la révolution cubaine. Ainsi les trotskystes sont à la fois les défenseurs les plus militants et inconditionnels de la révolution cubaine et de l'état ouvrier déformé qui en est issu contre l'impérialisme; mais ils ne peuvent pas faire confiance ou apporter leur soutien politique, si critique soit-il, à un régime gouvernemental hostile aux principes et aux pratiques les plus élémentaires de la démocratie ouvrière, même si leur démarche tactique n'est pas la même que celle qui serait utilisée à l'égard d'une caste bureaucratique *endurcie*.

14. Ce qui est vrai de la démarche des révisionnistes envers le régime de Castro est encore plus évident vis-à-vis du régime de Ben Bella, actuellement au pouvoir en Algérie sur le programme d'une révolution "socialiste" qui collabore avec l'impérialisme français. La nature anti-prolétarienne de ce groupe petit-bourgeois a été rendue manifeste pour tous, si ce n'est les aveugles volontaires, par la saisie forcée qu'il fit du contrôle du mouvement ouvrier et la suppression qu'il effectua de tous les partis d'opposition. Même les nationalisations et le développement des comités d'autogestion largement répandus, vus dans le contexte de l'expropriation politique de la classe ouvrière et l'orientation économique vers la collaboration avec la France, ne peuvent pas donner à l'Algérie le caractère d'un état ouvrier, mais lui laisser au contraire celui d'une société capitaliste arriérée avec un degré élevé d'étatisation. Pour nous, révolutionnaires, l'intervention dans les deux révolutions, comme dans tout état existant actuellement, doit être en accord avec la position de Trotsky : "Nous ne sommes pas un parti gouvernemental, nous sommes le parti de l'opposition irréconciliable" (*Défense du Marxisme*). Et ceci ne cessera de s'appliquer que par rapport à un gouvernement authentiquement basé sur la démocratie ouvrière.

15. L'expérience depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans les conditions de l'impérialisme pourrissant, de la démoralisation et de la désorientation occasionnée par les trahisons staliniennes et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir une signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Introduire un révisionnisme stratégique au sujet de la direction *prolétarienne* de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux

exprimés en même temps en faveur de "la construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux". Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation du chemin paysan-guérilla du pouvoir, historiquement apparenté au programme tactique des Sociaux-Révolutionnaires que combattit Lénine. Ce chemin aboutit à la liquidation des buts socialistes du mouvement, et il relève du suicide pour les aventuriers qui le suivent.

16. Dans tous les pays arriérés où le prolétariat existe en tant que classe, le principe fondamental du trotskysme est l'indépendance de la classe ouvrière, de ses syndicats et de ses partis, en opposition intransigeante à l'impérialisme, à toute bourgeoisie libérale nationale et aux gouvernements et partis petits-bourgeois de toutes sortes, y compris ceux qui se réclament du "socialisme" et même du "marxisme-léninisme". Ce n'est que de cette façon que le terrain peut être préparé pour l'hégémonie de la classe ouvrière, en alliance révolutionnaire avec les couches opprimées de la petite-bourgeoisie, en particulier la paysannerie. De même, si un parti prolétarien dans un pays avancé rompt la solidarité de classe avec les ouvriers d'un pays arriéré en soutenant politiquement un gouvernement colonial-révolutionnaire petit-bourgeois, c'est un signe certain d'opportunisme centriste; tout comme le refus de défendre une révolution coloniale à cause du caractère non-prolétarien de sa direction est un signe de sectarisme, sinon pire.

17. Le rapport entre les luttes bourgeoises-démocratiques et prolétaro-démocratiques dans la révolution coloniale reste tel qu'il le fut formulé dans le programme de fondation de la Quatrième Internationale, une formule qui garde encore aujourd'hui toute sa validité:

"Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique: il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale".

"A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

"Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire

peut être déterminé par la formule de la REVOLUTION PERMANENTE, dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917)."

— *L'Agonie du Capitalisme et les Tâches de la IVème Internationale*

## CONCLUSIONS

18. La tâche du mouvement marxiste révolutionnaire international, aujourd'hui, est de rétablir sa propre existence réelle. Il est exagéré, qualitativement, de parler de la "conquête des masses" en tant que ligne de conduite générale et internationale. La plupart des sections et groupes trotskystes doivent aujourd'hui faire face à des tâches qui découlent du besoin de clarification politique dans la lutte contre le révisionisme dans le contexte d'un niveau de travail dont la nature est généralement propagandiste et préparatoire. Le développement et le renforcement de racines dans le mouvement prolétarien plus large constitue une part indispensable de notre préparation sans lequel les trotskystes seraient condamnés à une isolation stérile ou à la dégénération politique durant les périodes de la montée des luttes de classe, et dans les deux cas se trouveraient incapables d'aller en avant dans leur tâche historique qui est de mener le prolétariat au pouvoir. Par dessus tout, ce qui peut et doit être fait, c'est de construire un parti mondial fermement basé sur des sections nationales fortes, d'assembler un groupe de cadres prolétariens gagnés et mis à l'épreuve au cours du processus de la lutte de classe et sur la base ferme de la perspective révolutionnaire de la Quatrième Internationale, le programme nécessaire à la réalisation de la démocratie prolétarienne — s'achevant par le pouvoir ouvrier. *En Défense d'une Perspective Révolutionnaire* (voir *Discussion Bulletin* du SWP, Vol. 23, No. 4, juillet 1962) contient une déclaration fondamentale présentée par la minorité, qui développe de façon plus ample cette perspective, son opposition au pablisme et son application aux Etats-Unis.

19. La "réunification" du mouvement trotskyste sur la base centriste du pablisme, dans quelque variante que ce soit, serait un pas en arrière et non pas en avant vers l'authentique renaissance de la Quatrième Internationale. Si, cependant, la majorité des groupes trotskystes actuellement existants insiste dans le sens d'une telle "réunification", la Tendance Révolutionnaire du mouvement mondial ne devrait pas tourner le dos à ces cadres. Au contraire: ce serait une nécessité vitale de faire cette expérience avec eux. La Tendance Révolutionnaire entrerait dans un mouvement "réunifié" en tant que fraction minoritaire, en se proposant comme but de gagner une majorité au programme de la démocratie ouvrière. La Quatrième Internationale ne connaîtra pas de renaissance par l'adaptation au révisionisme pabliste: ce n'est que par la lutte politique et théorique contre toutes les formes du centrisme que le parti mondial de la révolution socialiste sera finalement établi.

Le 14 juin 1963.

## Commission Ouvrière. . .

*suite de la dernière page*

démagogie à laquelle on peut s'attendre de la part de l'OCI, au cours de son commerce avec des organisations adversaires.

Mais vers avril 1973 le groupe Varga commença à avancer des critiques nettement de gauche de l'OCI — et ce qui est des plus notables sur la question du front populaire et de la campagne électorale de l'OCI — sans, pour autant, rejeter les positions fondamentales de l'OCI ou ses propres interprétations de droite de positions caractéristiques de l'OCI. Ceci coïncida avec le tournant fondamental

### DERNIERE MINUTE. . .

A l'heure où nous mettons sous presse, nous recevons 2 lettres de la LIRQI qui proposent une réunion avec des représentants d'autres organisations pour mettre sur pied une Commission d'Enquête sur l'affaire Varga.

Dans le cas où une telle Commission fonctionnerait dans les meilleures traditions du bolchévisme, et non seulement dans le but de disculper Varga, nous sommes prêts à y participer selon les conditions exposés dans notre lettre à la LIRQI du 31 octobre 1974 (voir à la p. 38). C'est-à-dire qu'il faut au moins envisager la possibilité que la Commission décide de recommander l'exclusion de Varga de la Ligue Révolutionnaire des Socialistes Hongrois et de la LIRQI.

Il y a malheureusement lieu de croire que la LIRQI envisage plutôt cette "Commission" comme une manoeuvre : ainsi la lettre (sans date) qui nous "invite" à une réunion préparatoire le 12 janvier 1975 à Paris fut envoyée à New York *par voie surface* le 23 décembre 1974 et n'est donc arrivée que le 21 janvier. De plus, le contenu et le ton des lettres, ainsi que le fait que Varga ait proposé (proposition avec laquelle la LIRQI semble être d'accord) que la LIRQI elle-même fasse parti d'une Commission d'Enquête semblent plutôt indiquer qu'il s'agit surtout de blanchir Varga.

de l'OCI sur la question Varga, après la "découverte" qu'elle fit des archives de ce dernier vers mai 1973.

### QU'A PROUVE L'OCI?

Avant que l'OCI n'ait pris possession des archives de Varga, comme elle l'admit dans une "Note Politique" interne datée du 3 juillet 1973 et adressée à "tous les militants" :

"Mais, sans les archives de VARGA, nous n'aurions pu, répétons-le, démasquer VARGA comme agent du Guépéou. Cependant, par la politique il était non seulement possible — mais cela s'inscrivait précisément comme une conséquence du combat politique — de caractériser l'agent stalinien VARGA."

L'OCI publia deux suites de deux articles attaquant Varga dans *Informations Ouvrières* Nos. 617 (27 juin 1973) et 620 (1er août 1973); et Nos. 637 (19 décembre

1973) et 638 (3 janvier 1974). Finalement, la brochure "définitive" sur Varga, qui elle-même fut promise dès le premier article, en juin 1973, n'apparut pas avant mars 1974.

Les accusations de l'OCI furent avancées d'une manière totalement irresponsable. Elles sont dans la pire tradition de la manipulation à la Staline et ne constituent en aucune façon la preuve que Varga était un agent du Guépéou. Les révolutionnaires ne peuvent que condamner dans les termes les plus énergiques les attaques de l'OCI parce qu'elles ne prouvent pas ce qu'elles prétendent établir. C'est sans doute parce qu'elle a senti la faiblesse de ses affirmations originelles que l'OCI "réduisit" plus tard ses accusations et déclara Varga coupable d'avoir été un agent de la CIA — une charge pour laquelle il existe au moins des preuves indirectes. Bien sûr, il faudrait certainement exclure tout individu contre lequel des preuves certaines existeraient démontrant qu'il est un agent soit de la CIA soit du KGB : tous deux sont incompatibles avec toute prétention à être membre d'une organisation bolchévique.

Mais cela n'excuse certainement pas la falsification de la part de l'OCI, falsification d'autant plus méprisable que c'est une accusation exigeant de tout militant sérieux qu'il insiste sur des preuves scrupuleuses des faits. Seule une commission ouvrière d'enquête munie d'une documentation complète peut rendre un verdict définitif sur le réquisitoire contre Varga. Etant donné l'incapacité ou le refus de l'OCI à établir son accusation selon laquelle Varga serait un agent du KGB (Guépéou), il semblerait que l'OCI la soulève tout simplement parce qu'elle évoque plus d'émotion pour les trotskystes français — c'est-à-dire que c'est tout simplement une manoeuvre irresponsable et non principielle destinée à la débarrasser de Varga. Les varguistes ne sont pas tellement loin de la vérité quand ils se réfèrent à Lambert et Just en tant qu'"apprentis Vichynski" pour faire usage de telles tactiques.

Mais il y a plus : non seulement l'OCI émit-elle des accusations irresponsables, qu'elle a misérablement été incapable de prouver, mais elle en a consciemment falsifié les preuves en cherchant à "démontrer" la justesse de ses accusations. La "Note Politique" du 3 juillet dénaturait le sens d'une lettre particulière que Varga envoya à Cliff Slaughter de la SLL en la citant hors de son contexte. La publication de la lettre entière par la SLL dans *Workers Press* (15 octobre 1973) et le *Bulletin International* de la LIRQI (No. 5, janvier 1974) en fit clairement la preuve.

De plus, dans la "réimpression" par l'OCI d'un article qui apparut originellement dans *Informations Ouvrières* No. 617, réimpression faite dans la brochure *Provocation dans la IVème Internationale* datant de mars 1974, l'OCI non seulement édita l'article de façon secondaire mais elle omit deux passages centraux sans le faire savoir. Ainsi la relation de la façon dont l'OCI s'appropriait les archives Varga disparaît du texte, de même que celle des "soupçons" de Varga concernant un autre membre de l'OCI. Le fait que l'OCI se soit sentie obligée de cacher certains de ses affirmations originelles indique le

niveau de ses accusations.

L'OCI promet continuellement des "preuves" additionnelles contre Varga : preuves qui ne furent prêtes à paraître que lors de la publication du pamphlet, neuf mois après que les accusations initiales aient été faites. De plus, l'OCI promet publiquement en janvier et en février 1974 de mettre à la disponibilité de toutes les "organisations ouvrières" tous les documents sur Varga en sa possession (*Correspondance Internationale* No. 9, décembre 1973 et *Informations Ouvrières* No. 641, 23 janvier 1974). Des représentants de la Spartacist League se trouvaient alors à Paris, et demandèrent de suite les archives de Varga. Ceci fut immédiatement convenu et notre offre de présenter une requête écrite fut qualifiée de "superflue". Quelques jours plus tard, cependant le Camarade de Massot de l'OCI essaya de repousser la question en informant les représentants de la SL que les documents en question ne nous seraient pas très utiles du fait qu'ils étaient "surtout" en hongrois. Quand il lui fut répondu que cela ne poserait pas de problème à la SL, de Massot lâcha la partie et dit qu'"à peu près la moitié" des documents étaient en anglais et en français, le reste en hongrois. Puis le Camarade de Massot demanda soudainement une requête écrite qui lui fut fournie sur place par le Camarade Sharpe, le 7 février 1974 et réitérée par lui au nom du Bureau Politique de la SL/US le 18 février 1974. En dépit de l'assurance que des copies seraient prêtes à paraître "sous peu" et malgré des demandes répétées de la part de représentants de la Spartacist League, nous n'avons rien reçu avant septembre 1974, et depuis ne sommes entrés en possession que d'une petite partie des archives qui sont censées totaliser près de mille pages. Ceci en dépit du fait qu'au début l'OCI parla le langage de la douce raison :

"N'entendant pas être crus sur paroles, nous nous engageons à communiquer toutes les photocopies de toutes les archives de Varga à ceux qui nous en feront la demande."

— *Informations Ouvrières*, No. 641

L'OCI a demandé seulement que les copies soient payées, ce qui est entièrement raisonnable. Mais un an plus tard, l'OCI ne s'est pas donné la peine de nous envoyer les copies de la plupart des documents.

Cependant, en dépit de ses démarches irresponsables et dégoûtantes, l'OCI a soulevé des questions sérieuses en ce qui concerne Varga. Il convient, après avoir condamné les méthodes de l'OCI comme étant totalement étrangères au bolchévisme, de se demander ce que l'OCI a vraiment prouvé.

Après que des corrections aient été faites pour certaines falsifications systématiques du pamphlet, que nous examinons ci-dessous, l'OCI a démontré d'une manière concluante que durant la période allant de 1957 à 1960, Varga chercha activement le soutien financier du Département d'Etat des USA et/ou de la CIA, ou de couvertures bien connues de la CIA telles que le journal *Est-Ouest*, le "Congress for Cultural Freedom" ou le "Free Europe Committee", afin d'établir et financer un "Institut de Sciences Politiques" dans des buts explicitement anti-communistes. Ainsi, la proposition de "l'Institut

de Sciences Politiques Imre Nagy" datée de septembre 1958, affirmé-t-elle que les raisons principales de la création de l'institut sont :

"1) L'avance de l'impérialisme soviétique et de la menace communiste parmi les peuples d'Asie et d'Afrique et — à cause des illusions de l'intelligentsia —, en Europe aussi [...] Une activité qui fournit les réponses aux problèmes politiques et sociaux de ces peuples sera capable de s'opposer à la propagande soviétique et communiste. Seule une activité politique et théorique peut jouer un rôle important dans cette opposition.

3) [...] Ces expériences, qui seront élaborées par un travail scientifique, seront transmises vers les peuples divers par les intellectuels bénéficiant d'une certaine réputation vis-à-vis de l'Asie et de l'Afrique."

— *Provocation dans la IVème Internationale*

En un mot, Varga proposait non seulement un institut de "recherche" anti-soviétique, mais aussi d'entreprendre un travail actif contre la "propagande soviétique et communiste".

Après que Varga ait été rejeté par le "Free Europe Committee", il écrivit à Sztaray Zoltan,

"L'erreur initiale c'est que ni les Sanyi ni toi n'êtes orientés vers le State Department.

"A mon avis, il faut tout faire pour commencer à s'orienter de façon à créer des liens normaux avec le State Department."

— *Ibid.*

Autrement dit, Varga courait activement après les fonds du Département d'Etat/CIA non seulement pour un institut de recherche, mais plus spécifiquement pour faire dégringoler la propagande "soviétique et communiste" dans le tiers-monde. Il essayait ou au moins acceptait de devenir un instrument, sinon un agent, de l'impérialisme. Ceci est suffisant pour que l'on se pose de sérieuses questions à son sujet.

Le fait que Varga ait affirmé que de tels projets étaient écrits pour la consommation américaine ne

*suite au verso*

## MARKIST BULLETINS

Documentation sur la lutte de la SL contre le révisionnisme pabliste du SWP (1960-64)

- No. 1—"In Defense of a Revolutionary Perspective." A statement of basic position by the Revolutionary Tendency. Presented to the June 1962 plenary meeting of the National Committee of the Socialist Workers Party. U.S. \$ .35
- No. 2—"The Nature of the Socialist Workers Party—Revolutionary or Centrist?" Discussion material of the Revolutionary Tendency within the SWP. U.S. \$1.00
- No. 4—"Expulsion from the Socialist Workers Party." Documents on the exclusion of the Revolutionary Tendency supporters. Parts I and II. Each part: U.S. \$1.25

SPARTACIST PUBLISHING CO.  
Box 1377, GPO/NY, NY 10001 USA

## Commission Ouvrière...

change rien à la chose. Dans une lettre adressée à Peter Kende, le 7 octobre 1958, Varga écrit :

"Il me semble avoir dit et peut-être même écrit que le projet n'était pas préparé à notre usage, mais bien pour les américains. De cela s'ensuivent bien des choses, pas seulement du point de vue de l'argumentation, mais aussi pour sa forme, extérieure et intérieure [...]"

"Il faut souligner encore que l'Institut n'est pas un établissement anti-communiste (certainement, c'est cet aspect qui a été fortement souligné dans le projet rédigé pour les américains), la tâche de l'Institut est plutôt d'élaborer l'idéologie socialiste nouvelle [...]"

De tels "excuses" ne font que démontrer que Varga parlait des deux côtés de sa bouche quand il se présentait comme un socialiste à des européens de l'est et en même temps essayait de se vendre au Département d'Etat. Au-delà des positions directement politiques, cela démasque Varga comme un individu fondamentalement malhonnête et de mauvaise foi.

En plus, en dehors des accusations plus fondamentales, Varga dans ses lettres apparaît anti-sémite, raciste et complètement cynique. Pour ne donner qu'un seul exemple, il parle de certains émigrés en ces termes :

"J'ai beaucoup de mal, moi aussi, à penser que tous ces gens très cultivés, très capables, mais — utilisant ton expression — ce sont des juifs, et ils ne savent pas bien exprimer ce qu'il nous faut [...]"

— Ibid.

Dans une autre lettre il écrit à propos de quelqu'un : "En somme, il est temps d'exclure du milieu culturel ce sale youpin."

Tout ceci est déjà en soi-même compromettant, mais l'OCI essaie d'aller plus loin : elle insiste sur le fait qu'elle "prouve" que non seulement Varga essaya de devenir un agent de l'impérialisme américain, mais qu'il était aussi un agent du KGB. L'OCI ne produit pas de preuves à l'appui de cette dernière accusation. En fait, dans toutes les pages que l'OCI consacre à la question, elle ne la débat qu'une seule fois, bien que les répétitions de l'épithète ne se comptent plus. Le seul passage où l'OCI essaie d'établir un lien entre le Département d'Etat CIA/USA et la qualité supposée d'agent du KGB est le suivant :

"Une chose est manifeste : si les Américains avaient intérêt à ce qu'aucune organisation indépendante de l'émigration hongroise ne se constitue, le Kremlin avait encore bien plus intérêt à ce que l'émigration hongroise apparaisse comme tout entière subordonnée au Département d'Etat; il avait un intérêt bien plus vital encore à empêcher l'existence d'une organisation hongroise indépendante de l'argent américain même si elle se créait sous les auspices de la social-démocratie et plus précisément de ce qui constituait sa gauche en 1957. L'archarnement de Nagy [Varga] contre la conférence de Borsos ne se comprend qu'avec cette double dimension.

"Il étaye la démonstration politique, faite par l'OCI, qu'au-delà de son rôle, surabondamment illustré dans la présente brochure, d'agent de la C.I.A., son activité ne s'explique globalement, de 1957 à 1973, qu'au compte des intérêts du K.G.B."

— Provocation dans la IVème Internationale

Mais la "démonstration politique" que Varga était un agent du KGB ne fut jamais faite par l'OCI :

le pamphlet qui nous intéresse était supposé l'établir. Aussi, la logique de l'OCI est-elle totalement frauduleuse et ses méthodes étrangères à la méthodologie et à la moralité bolchéviques. De plus, après avoir examiné la partie limitée des archives de Varga que l'OCI nous a fait parvenir, il apparaît que l'OCI a falsifié la documentation précisément sur la question centrale d'une organisation d'émigrés hongrois "indépendante de l'argent américain".

Afin d'essayer de "prouver" que Varga était un agent du KGB, l'OCI introduit une falsification systématique dans ses documents, à deux niveaux. Au premier niveau, les dénaturations — souvent en elles-mêmes passablement secondaires — ajoutent simplement de la couleur et de la plausibilité au portrait du sombre manipulateur Varga. A un second et plus important niveau, l'OCI défigure grossièrement — par des omissions d'informations et des juxtapositions incorrectes de passages — le rôle de Varga dans la politique des émigrés et dans ses conceptions de cette dernière.

C'est en rapport avec la tentative à démontrer que Varga voulait empêcher le regroupement des émigrés hongrois sur une base socialiste que l'OCI dénature d'une manière des plus éclatantes la correspondance de Varga. L'épisode de la conférence de Borsos qui est l'élément-clé (et le seul) de l'OCI dans son "argument" selon lequel Varga était un agent du KGB, est central à cette dénaturation. L'OCI essaie de rendre plausible sa version selon laquelle Varga aurait voulu semer la confusion dans la politique des émigrés et faire paraître les cercles



**No. 2: Cuba y la Teoría Marxista**  
1,25 F/U.S. \$ .25

**No. 3: Chile Lecciones del Frente Popular**  
3 F/U.S. \$ .50

SPARTACIST PUBLISHING CO.  
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10001



d'émigrés aussi à droite que possible en relation avec Sandor Borsos et la "Conférence des Forces Populaires Hongroises en Exil".

La version de l'OCI de l'histoire "Varga contre la Conférence" va comme suit: durant l'automne de 1957, l'aile "populaire" de l'émigration hongroise voulait tenir une conférence sous les auspices de la "Gauche Européenne". Mais Sandor Borsos, le secrétaire de la conférence, eut à faire face au sabotage de Varga et de Sztaray. Certains des collaborateurs mêmes de Varga/Sztaray, du Cercle Petöfi — entre autres Zoltan Nyeste — montrèrent leur étonnement qu'ils aient objecté à la conférence. Pourquoi voulaient-ils la saboter? Parce que, selon l'OCI, c'était la seule rencontre à n'avoir pas été financée par les américains — une caractérisation (faussement) attribuée par l'OCI à Nyeste — et parce que la CIA et Anna Kethly (social-démocrate de droite) auraient vu de travers la participation de membres du Cercle Petöfi; et les répondants potentiels de Varga auraient été aliénés. Varga écrivit donc une lettre à tous les participants, critiquant la conférence à venir dans une tentative à les démoraliser. A quoi Borsos répondit qu'il ne capitulerait pas aux éléments arrivistes.

Mais l'histoire de l'OCI est profondément malhonnête sur chacun des points essentiels. Après l'envoi par Borsos de l'appel pour la conférence, Varga (Balazs Nagy) écrivit à ses co-penseurs du Cercle Petöfi, surtout Sztaray et Nyeste, pour s'opposer à la conférence (bien qu'il paraît que ce fut Varga qui avait donné à Borsos une liste de noms d'individus à qui l'appel à la conférence devrait être envoyé). Cela provoqua une correspondance entre Sztaray, Nyeste et Varga et entre eux et Borsos. Les autres individus dont il est fait mention dans les lettres sont sans doute des contacts politiques du Cercle Petöfi et donc, dans la version de l'OCI, des innocents dont Varga/Nagy veut abuser.

1) L'OCI donne l'impression que Varga et Sztaray opéraient comme un gang de saboteurs en s'opposant à la conférence. Mais ils n'étaient pas les seuls à ne pas trouver l'appel à la conférence acceptable, ce dont l'OCI supprime les preuves:

Lettre de Sztaray à Varga, le 7 novembre 1957:

"Ce matin, j'ai voulu rédiger le projet que Borsos voulait de moi. Avant de commencer, j'ai récupéré la lettre [d'appel à la conférence] que je n'avais que parcourue rapidement auparavant. Malheureusement mon sang s'est glacé quand j'ai lu les mots que j'avais soulignés auparavant, dans les deuxième et troisième paragraphes. Ces stipulations sont non seulement fausses, mais, préjudiciables. Elles sont préjudiciables pour ce qui est de former un jugement, d'une part sur la lutte libératrice du peuple hongrois, et de l'autre, sur ceux qui font maintenant partie de l'émigration. Le fait d'employer à la légère le terme "contre-révolution" — surtout dans le troisième paragraphe — représente une profanation telle que ni toi ni moi ne pouvons l'ignorer. Nous ne pouvons pas en assumer la responsabilité, surtout en ce qui concerne ceux que nous avons destiné et destinons actuellement au Cercle Petöfi [...] [entre temps] [...] Karcsi Kecskemeti est passé chez moi et m'a parlé de tout ce à quoi j'avais pensé auparavant. Il m'a aussi communiqué l'avis semblable de Feri Debreczeni. Ainsi ne suis-je pas le seul à connaître ces doutes: d'autres que moi les ont déjà exprimés."

Loin de traîner les pieds et d'essayer de saboter la conférence, Varga est accusé par Sztaray d'être trop pressé d'aider Borsos:

"Je crois que tu as fait du gâchis: tu as abandonné

le Cercle Petöfi à Borsos. Parce que moi je peux supporter de faire une conférence sur les coopératives agricoles ou les soviets ouvriers, même si cela ne me fait aucun bien. Mais je ne pense pas que Borsos ait qui que ce soit autour de lui et il a utilisé les noms de liste que tu lui as donnée pour ses premiers et plus importants contacts."

C'est Sztaray qui doit rappeler à Varga et à Nyeste que la conférence est trop "à gauche" en apparence — bien que ce ne soit qu'une apparence. Sztaray s'adresse à Varga et Nyeste le 13 novembre 1957 comme suit:

"Vous ne savez pas vraiment comment Borsos va s'y prendre pour tromper les socialistes français — qui par ailleurs ont des positions parfaitement respectables [...] Vous ne pouvez pas non plus être sûrs de savoir que ce congrès est destiné à être une des bases de l'attaque déclenchée contre Kethly et compagnie. Un imbécile, même, n'aurait pas de sympathie à leur égard. Mais vous savez très bien qu'il ne nous faut pas perdre la bonne volonté de Brown. [Brown était censé leur ouvrir les bourses américaines.]"

2) Selon l'OCI, il semblerait que Borsos lui-même ait senti un abîme entre ses co-penseurs et le cercle Varga. Borsos, en fait, est ferme en ce qui concerne la purge des opportunistes, mais il commence sa lettre du 13 novembre 1957 à Sztaray et Nagy en affirmant:

"J'ai reçu les lettres dans lesquelles vous soulevez des objections contre quelques passages contenus dans ma lettre d'invitation. Je ne devrais pas avoir besoin de préciser que les remarques faites au sujet de la nouvelle émigration ne visaient ni Sztaray Zoltan ni Nagy Balazs [Varga], ni des hommes de leur trempe. Mais vous ne pouvez pas nier que la nouvelle émigration compte des éléments dont la politique est douteuse [...] Je maintiens que les divergences qui nous séparent, vous et nous, sont loin d'être aussi importantes — à mon avis elles ne sont que des ombres de divergences — que celles qui existaient entre les deux camps à l'époque de Szarszo. [En 1943, un meeting de la résistance anti-nazi fut tenu à Szarszo.]"

Loin d'être l'homme de gauche plein de principes dont l'OCI fait le portrait, il semblerait qu'en fait Borsos ait été au moins aussi intéressé à concilier et à manipuler que Varga-Nagy et ses amis l'étaient eux-mêmes.

3) L'OCI affirme que Nyeste était dans un état de "profond désarroi" à cause de la réaction de Varga à la conférence, et elle cite de sa lettre du 14 novembre 1957 une caractérisation de la conférence comme étant "la seule rencontre [...] à ne pas avoir été financée par les américains." Le seul hic c'est que *cette caractérisation ne se trouve nulle part dans cette lettre!!* Ce que l'on y trouve par contre, est l'explication du désarroi de Nyeste:

"J'ai écrit, il y a deux jours, à Balazs [Varga] et à Sztaray afin de leur faire savoir la surprise et le choc que pour moi a provoqué le fait qu'ils se soient enflammés contre le contenu de la lettre de Borsos, alors que moi-même n'y avais rien trouvé de particulier. Entre temps il est apparu que Borsos avait écrit deux lettres différentes. Celle que j'ai reçue n'a rien d'étrange; elle est tout au plus maladroite, mal écrite et se prête à des malentendus de même qu'elle contient des idées non-développées. Maintenant, Sztaray me communique les citations d'une autre lettre que, malheureusement, je n'ai pas lue et dont j'ignorais l'existence. Ces citations sont effectivement effrayantes. Lorsque j'écris que nous

*suite au verso*

## Commission Ouvrière...

ne pouvons pas entreprendre cela, je communique, et mon opinion de la chose, et celle de Gyszi Borbandi. Nous n'avons vraiment pas voulu la contre-révolution, mais je nie que nous ayons désiré réaliser la "démocratisation politique et économique du système". Nous ne voulions pas "le démocratisme", mais la démocratie, la liberté et l'indépendance nationale. Nous voulions garder les véritables gains socialistes et n'étions pas pour le retour du régime Horthy; mais cela ne veut pas dire que nous soyons d'accord avec cette phrase à la Kadar que Borsos met sur le papier." [souligné dans l'original.]

Au lieu d'une distinction entre "la gauche" — Borsos — n'essayant vaillamment d'organiser une conférence, sans l'argent américain, que pour se trouver nez à nez avec le sabotage de l'agent du KGB, Varga, nous trouvons que la question reste ouverte quant à savoir qui essayait le plus de manipuler l'autre. Ainsi, le principal épisode sur lequel l'OCI s'appuie pour ses affirmations — même alors totalement malhonnêtes et frauduleuses — selon lesquelles Varga était un agent du KGB, apparaît-il comme ayant été grossièrement déformé par l'OCI.

Ce que les lettres *rèvelent* est un intérêt écrasant pour l'argent, d'où qu'il vienne, des tournoiments et tripotages cyniques, des preuves d'arrivisme opportuniste, une hostilité certaine à toute organisation politique, etc. Etant donné ces faits, il est quelque peu intrigant de savoir pourquoi l'OCI tient tant à ce que Varga ait été un agent du KGB. Sur la base des lettres, il y aurait amplement assez de raisons pour démontrer que la place de Varga n'est pas dans une organisation bolchévique; en fait, il paraît que son adhésion à l'OCI en 1962 ou 1963 connut une opposition pour ces raisons précisément.

Il semble donc probable que les accusations faites par la LIRQI, selon lesquelles l'OCI aurait utilisé "l'affaire Varga" comme moyen d'arrêter net le

débat politique et d'étouffer toute opposition à la direction de l'OCI, et en particulier les critiques de gauche, soient vraies en grande partie.

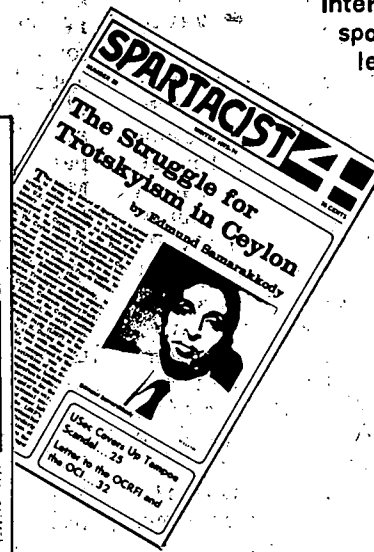
Varga lui-même a essentiellement admis la substance du pamphlet de l'OCI (sinon les accusations). Ainsi, dans le *Bulletin International* No. 5 (janvier 1974), Varga écrit-il:

"Que nous ayons mal compris la révolution [hongroise] de 56, à l'époque et, que de ce fait, moi personnellement, j'ai commis des fautes, c'est indéniable. Car, en identifiant le marxisme et le communisme avec le stalinisme, j'ai voulu les combattre. Et alors?"

Mais comme l'OCI le fait remarquer, entre "faire des erreurs" ou même "vouloir combattre" le stalinisme (faussement identifié avec le communisme), et essayer activement de fonctionner comme agent de l'impérialisme américain, il y a un monde de différence. Ceci est le point crucial sur lequel Varga et la LIRQI sont singulièrement restés silencieux.

En fait, la LIRQI n'a fait que des efforts minimes pour défendre Varga, tant sur papier que dans des discussions orales avec des militants individuels. Sur papier elle a simplement dénoncé — avec raison — les méthodes de l'OCI, mais n'a essayé de répondre à aucune des accusations politiques. De plus, elle n'a pas publié le document de Varga du 20 juin 1973 qui, selon elle, démontre le fait que la LIRQI n'était pas "en train de capituler au stalinisme"; non plus que le projet de statuts pour le Comité d'Organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est; non plus que l'intervention de Varga à la Deuxième Conférence du Comité International en 1964, au cours de laquelle Varga aurait tracé l'itinéraire politique qui le mena au trotskysme; non plus que la correspondance Varga-Broué en 1965-66. Et dans la défense par la LIRQI du passé "illustre" de Varga, toute mention de la période 1957-62 est laissée sous silence. Bien que le *Bulletin International* de la LIRQI No. 6 (avril 1974) affirme que "c'est à Varga de répondre en détail" aux

## ABONNEZ-VOUS



Revue du marxisme  
révolutionnaire, publiée  
sous la direction du Secrétariat  
Intérimaire de la tendance  
spartaciste internationale, selon  
les termes de la Déclaration  
pour organiser une tendance  
trotskyste internationale.

Paraît en anglais, français  
et allemand.

10 F les 4 numéros

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO/NY, NY 10001

accusations de l'OCI, il ne l'a pas fait (jusqu'ici). L'attitude de la LIRQI pour ce qui est de démasquer l'OCI et de chercher à établir le fait que Varga n'a jamais été un agent en documentant son passé, a été singulièrement dépourvu de sérieux.

Les militants de la LIRQI ne semblent pas enclins à tenter une défense positive en faveur de Varga. Ils soutiennent que, durant la période en question, Varga avait perdu le nord et qu'il était "centriste". Un agent de la CIA n'est pas un "centriste"; c'est un élément totalement et irrévocablement étranger au mouvement ouvrier. Une organisation qui paraît ne pas s'intéresser à la question de savoir si son fondateur le plus connu est ou non un agent de la CIA ne peut guère s'attendre à être prise au sérieux. Il ne revient pas uniquement "à Varga" de répondre; il revient à la LIRQI de prouver qu'elle est effectivement une tendance du mouvement ouvrier et non pas un abri pour ceux qui se font volontairement complices de l'ennemi de classe.

Enfin, bien que la LIRQI ait rejeté le mémo interne présenté par l'OCI le 3 juillet 1973 en attirant l'attention sur le fait qu'une citation a été prise hors de contexte et falsifiée, ils n'ont pas répondu aux citations plutôt considérables de la correspondance de Varga qui, effectivement, semblent prouver qu'au cours de la période allant de 1965 à 1966, Varga était en train d'essayer de former une clique secrète avec Cliff Slaughter de la SLL, dans le dos de la direction de l'OCI.

Bien qu'il soit essentiel de dénoncer les méthodes de l'OCI, cela ne suffit pas pour boucler l'"affaire Varga". Le groupe Varga — aussi bien que tout autre courant politique — doit aussi en venir aux prises avec le contenu politique des documents de l'OCI.

Les healystes anglais ont sauté sur l'affaire Varga pour l'utiliser contre l'OCI. Pour de mesquines considérations fractionnelles, ils ont eu tendance à lui donner une patente de santé nette. Pourtant ils étaient uniquement en position d'en savoir quelque chose sur celles parmi les accusations de l'OCI qui semblent avoir été vraies. Ainsi la SLL a-t-elle exposé les manipulations par la direction de l'OCI d'une citation des lettres de Varga et justement dénoncé l'OCI pour avoir falsifié et menti. Mais la SLL passe sous silence les autres éléments du même document, qui montrent de façon concluante que les healystes étaient en train d'essayer de manœuvrer avec Varga (et lui avec eux) à l'insu de l'OCI.

La SLL justifia effectivement Varga, en se saisissant d'un domaine dans lequel ce dernier essaya de se différencier de l'OCI — l'évaluation de la "Fraction Reiss" de la bureaucratie stalinienne — afin de dénoncer un peu plus l'OCI et par une implication affirmant que Varga était essentiellement à la gauche de l'OCI. Bien que la SLL qualifie Varga de "centriste" (sans doute à cause du fait qu'il ne voulait pas capituler à Healy), et le conjure de "retourner à la voie du trotskysme", c'est-à-dire, les restes du Comité International, elle n'a soulevé aucune question politique sérieuse sur Varga. Il faut noter que la SLL, à sa manière typiquement cynique, ignorait consciemment toute question légitime à propos de Varga dans le but d'attaquer l'OCI.

Les groupes membres de la LIRQI doivent entreprendre de répondre à la substance des accusations

## Correspondance

16 novembre 1974

Chers Camarades,

Pourriez-vous publier un article sur le trotskysme en Chine? Peut-être avez-vous lu un récent article paru dans *Intercontinental Press* — *Les Prisonniers Politiques Oubliés de l'Inde*. Un dirigeant de la Ligue Communiste de l'Inde (LCI) avait voyagé à Delhi en 1973 pour assister à une conférence en faveur des prisonniers naxalites. Des appels, commentaires, etc. paraissent fréquemment dans *Larai* ("Lutte", organe de la LCI, section indienne du Secrétariat Unifié), qui demandent la libération des maoïstes emprisonnés en Inde. Mais pas un mot sur les trotskystes chinois dispersés dans les geôles de Mao depuis deux décennies. Ce n'est qu'en 1972 que le Secrétariat Unifié a publié, pour la première fois, un appel en leur faveur; mais celui-ci était sans doute une grande farce, puisqu'il y fut consacré le moins de publicité possible. Nous faisons plus, à l'époque, pour les trotskystes français en Inde ou à l'étranger! En Inde on refuse toujours de publier l'appel [du secrétariat Unifié] pour la libération des trotskystes chinois, en dépit des protestations d'une section du parti [LCI]. Tout cela n'est pas accidentel et se trouve vérifié par le fait qu'on a même pensé à désaffilier la section chinoise [du Secrétariat Unifié] à la veille du 10ème Congrès Mondial, si l'on en croit un document interne de la Fraction Léniniste Trotskyste, bien qu'on en ait abandonné l'idée pour une raison ou pour une autre.

Farooq Alim  
Inde

faites contre Varga. Il n'est pas suffisant de simplement dénoncer l'OCI. Si l'affaire Varga n'est pas réglée, elle met en question la légitimité de la LIRQI toute entière. Bien que la LIRQI ait formellement appelé à une Commission Ouvrière Internationale, elle ne la voit pas comme une priorité politique, soi-disant pour la raison "tactique" qu'elle ne veut pas rendre sa tâche vis-à-vis de l'OCI plus difficile. Mais ce qui est en jeu n'est pas une question "tactique" mais fondamentale. Dans le fond, le refus par la LIRQI de faire pression pour une Commission Ouvrière Internationale, lui permet de continuer à se faire passer pour l'"opposition de gauche" "bolchévique" exclue de l'OCI — et de l'utiliser comme une excuse pour ne pas rompre complètement du centrisme de l'OCI.

Les militants de la LIRQI doivent mener jusqu'au bout un examen du passé du CI et de Michel Varga. Ce n'est que si ce dernier est jugé par un tribunal socialiste compétent et impartial que l'"affaire Varga" pourra être réglée. ■

## Boston...

suite de la page 9

rence les "Marines" et les "Special Forces" (corps d'élite de l'armée américaine) qui sont en train d'"écraser les droits et la vie des vietnamiens, en Asie, peuvent changer leur caractère de classe et "protéger les droits constitutionnels des noirs", à condition seulement d'être ramenés aux USA et d'être "soumis à une pression massive".

Mais comment les troupes de l'oncle Sam "protègent-elles" la "freedom march" (marche pour la liberté) entre Selma et Montgomery? Une nuit, alors que les participants dormaient au milieu des troupes, on lança une brique dans le camp. Selon toute évidence et l'avis de tous, seul un des soldats aurait pu être en mesure de la jeter. Ce n'est que par hasard si personne ne fut tué.

Quand les participants arrivèrent enfin à Montgomery pour assister au rallye projeté, les troupes furent retirées précipitamment et ils durent faire le long trajet du retour sans défense aucune. L'une d'entre eux, Mme Viola Liuzzo, fut assassinée alors qu'elle en ramenait d'autres à Selma. Ce sont des membres du Ku Klux Klan et un indicateur du FBI qui étaient dans la voiture d'où l'on tira sur elle! Voilà comment les forces armées de l'état capitaliste "protègent" la vie de ceux qui luttent pour les droits démocratiques les plus élémentaires. Et cela n'empêcha pas le SWP d'exiger qu'on lâche les tueurs professionnels des "Special Forces" pour "protéger les droits constitutionnels des noirs"! De plus, après le retrait des troupes, il y eut en Alabama et dans d'autres régions du sud, un règne de terreur dirigé contre la population noire. Mais le cher Camejo parla de l'intervention comme d'"un énorme coup porté contre le racisme dans le sud".

A l'époque, le SWP/YSA poursuivit jusqu'au bout la logique de son appel aux troupes fédérales et prit position en faveur d'une occupation militaire permanente du sud. Mais oui, c'était bien sa position! Le *Militant* du 29 mars 1965 revendiquait en gros titres: "Les Troupes Fédérales Devraient Rester en Alabama". Seuls les réformistes endurcis qui ont refusé la mobilisation indépendante pour l'autodéfense des ouvriers et des opprimés, qui ont abandonné toute perspective de la lutte de classes comme seul moyen d'obtenir et d'assurer les droits démocratiques, qui ont repoussé tout programme qui reliait la lutte pour les droits civiques aux grèves militantes contre le "Jim Crow" (appellation américaine de la discrimination contre les noirs), aux luttes des métayers, aux campagnes de syndicalisation des travailleurs — seuls ces traîtres-là sont capables de revendiquer l'occupation militaire et la loi martiale de l'armée du capitalisme.

### LES "SPARTACISTES" ET L'ARMÉE

Depuis ses débuts comme tendance politique née d'une lutte principielle contre le révisionnisme du SWP/YSA, la Spartacist League s'est toujours opposée à tout appel à l'intervention de troupes fédérales dans le mouvement des droits civiques, les révoltes dans les ghettos et les luttes militantes des noirs. Alors qu'elle était encore dans le SWP/YSA, la Revolutionary Tendency (Tendance Révolutionnaire) — RT — précur-

seur de la SL, exprimait déjà son opposition aux mots d'ordre du parti: "Envoyez les Troupes Fédérales dans le Sud", "Kennedy, Déléguez de Pouvoirs Policiers Spéciaux et Armez les Noirs de Birmingham", dans sa résolution de minorité sur la question noire intitulée "Pour le Trotskysme Noir" (*Bulletin Intérieur* du SWP, Vol. 24, No. 30, juillet 1963). De même, les supporters de la RT dans la YSA se prononcèrent dans leur document intitulé "La Lutte des Noirs et la Crise de la Direction" (*Bulletin de Discussion* de la YSA, Vol. 7, No. 5, août 1963) pour des "mouvements d'autodéfense organisés" et "contre l'intervention militaire fédérale, qui soutient toujours le statu quo".

Après son expulsion sans principe du SWP/YSA, la SL continua d'appeler à l'autodéfense organisée et à une perspective de lutte de classes pour le mouvement noir des droits civiques, et cela à l'époque où les dirigeants "officiels" de ce mouvement et leurs flagorneurs "de gauche" prêchaient le pacifisme et la confiance dans le gouvernement. Le document de la SL intitulé "Noir et Rouge" avançait le mot d'ordre "pour un front unique ouvrier contre l'intervention fédérale" et déclarait:

"A l'appel à l'intervention des troupes on doit opposer la nécessité d'autodéfense organisée, car l'intervention préserve l'"ordre" sudiste et le statu quo raciste."

—Spartacist, mai-juin 1967

Seules la SL et la SYL, au cours du développement de la crise à Boston ces derniers mois, se sont prononcées de façon claire et militante pour la création de détachements armés composés de noirs et de militants syndicaux dans le but d'assurer la réalisation et l'élargissement du "busing" et de protéger la vie et les droits démocratiques de la population noire. Nous n'avons pas cessé de répéter qu'une telle organisation d'autodéfense est à la fois une nécessité urgente et une possibilité réalisable. Nous avons adressé des appels à celles des organisations syndi-

## Bulletin der Bolschewiki- Leninisten

herausgegeben von den Österreichischen  
Bolschewiki-Leninisten

Nr. 1 • Flugblätter und Artikel der SL/US zu  
Chile

Nr. 2 • Zur Frage der Bürokratien  
• Chinesischer Menschewismus  
• Portugal

Nr. 3 • Sondernummer zum VS

— 5 Nummern — 4,-- DM

zu beziehen über: ÖBL  
Postfach 39  
1033 Wien, Österreich



WV PHOTO

BOSTON, le 14 décembre. "Les marins appellent à des détachements noirs et syndicaux d'autodéfense pour repousser les attaques racistes."

cales, noires ou socialistes, qui sont pour le "busing", d'user de leur influence et de leurs ressources afin de mobiliser immédiatement la population noire et ses alliés. La colère refoulée des noirs et de leurs alliés et leur désir d'agir sont évidents; ce qui fait défaut, c'est une direction militante.

Nous avons dénoncé la politique des bras-croisés défaitiste des libéraux qui hochaient la tête de désespoir et se tordaient les mains dans un paroxysme d'angoisse morale pendant les semaines de terreur raciste, mais qui revendiquèrent brusquement l'envoi de troupes fédérales seulement au moment où les noirs commençaient à riposter et seulement après que les résidents de Columbia Point (un quartier entier, physiquement isolé où les habitants occupent des appartements à loyers subventionnés par l'état, du type HLM) aient pris l'affaire en mains et qu'ils aient organisé une force d'autodéfense. Ces libéraux réclamaient la "protection" de la police à Columbia Point sur lequel elle s'abattit, occupa et mit à sac le quartier entier, passa à tabac et arrêta des noirs. L'intervention policière mit fin aux tentatives d'autodéfense noire indépendante et maintint le règne de la "non-violence" chez la population noire. C'est le sort qui attend tous les quartiers noirs de Boston si les troupes fédérales interviennent.

Dans sa panégyrique de la stratégie libérale, le *Militant* prétend trouver bonne l'initiative d'une autodéfense des noirs :

"Le développement d'organisations d'autodéfense noires de ce type peut se reproduire et un tel développement serait positif. Mais en attendant, le problème de la déségrégation des écoles à Boston et le besoin des troupes fédérales subsiste."

Si des noirs, au risque de leur vie, arrivent à organiser des groupes d'autodéfense, sous l'occupation policière ou militaire, le *Militant* pourra peut-être se permettre d'approuver d'un air détaché un tel développement "positif". Mais le SWP/YSA appelle-t-il à la formation de tels groupes? Certainement pas! Il se

soucie uniquement, "en attendant", de sauter sur les genoux des libéraux.

Il n'est pas encore évident que Ford décidera d'envoyer les troupes à Boston et l'on ne peut dire quand, éventuellement, il décidera de le faire. La bourgeoisie a manifesté son opposition au "busing" et si elle laisse se détériorer la situation à Boston, il se produira peut-être une réaction "anti-busing" et chez les blancs, et chez les noirs. De plus, les républicains avaient à se soucier des élections de novembre [quand ils firent connaître leur opposition au "busing"] et Ford n'a sans doute pas voulu ajouter aux fardeaux accablants de Watergate et de la crise économique une occupation militaire de la région-sud de Boston ou une répression armée dans les ghettos.

En attendant, la mobilisation raciste continue et la nécessité de passer à l'offensive pour soutenir le "busing" devient de plus en plus urgente. La politique des libéraux-SWP/YSA-PCUSA de dépendance envers les troupes fédérales est une stratégie de *défaite*. Les montagnes de lettres adressées au Congrès et toutes ces manifestations au cours desquelles on proteste passivement, ne changeront pas le caractère de classe de l'armée ou de la police des patrons. Le SWP/YSA pousse les opprimés vers une répression certaine et peut-être même vers un bain de sang à seule fin de "démasquer" le régime Ford.

C'est sur leurs propres forces et leurs propres organisations que doivent compter les masses noires et leurs alliés. Ils doivent obliger leurs directions à passer immédiatement à l'action en commençant à organiser une force d'autodéfense composée de noirs et de militants syndicaux. Seule une telle mobilisation des ouvriers et des opprimés peut assurer la mise en oeuvre du "busing", protéger la population noire et mettre les racistes en déroute. Il ne faut pas confier la défense des droits et de la vie de la population noire de Boston à l'ennemi de classe! ■

[Traduit de Young Spartacus, No. 27, décembre 1974.]

## Congrès de la LCR...

Suite de la page 2

nationale du SU, SU dont fait partie une belle brochette de dirigeants de la tendance 2.

La grande affaire de la tendance 2 est la construction d'un parti centriste "de masse", le PSU élargi en quelque sorte, flanc gauche de l'Union de la Gauche. Elle voit une crise révolutionnaire à la chilienne dans laquelle elle serait le MIR, avec quelques milliers de militants en plus que n'en avait le MIR en 1973. Le fait qu'elle ait invité Edgardo Enriquez du MIR à assister à toutes les séances du Congrès en est un témoignage. Ce passage des thèses originales de la tendance 2 (avant d'être enjolivé par une cosmétique "orthodoxe") le montre aisément :

"[...] Il faut dire clairement que nous devons viser plus et plus loin que des alliances tactiques [avec le PSU] et les coopérations méfiantes. Sur la base d'un débat ouvert, et d'une pratique écartant tout esprit de secte, c'est à la construction d'une organisation révolutionnaire commune qu'il faut viser; sans précipitation, sans confusion, sans compromis fragile, ni ambiguïté mais résolument. Parce que c'est un instrument nécessaire aux tâches qui nous attendent et que les conditions mûrissent pour faire un pas décisif en ce sens." [souligné dans l'original.]

C'est la seule solution que les pablistes peuvent imaginer : fusionner avec les centristes dans le cadre fixé par ces derniers, quand ce n'est pas des alliances avec les bureaucraties réformistes. C'est ainsi qu'essaie de justifier ces positions le vieil axiome ben-saïdo-weberien : "L'Histoire nous mord la nuque, nous n'aurons pas le temps de construire le parti révolutionnaire." Ce qu'ils ne peuvent pas comprendre, c'est qu'une crise où il n'y aurait pas de parti trotskyste dirigeant sur des positions trotskystes une partie significative de la classe ouvrière ne pourrait se résoudre qu'au profit de la bourgeoisie.

Mais la LCR va encore plus loin dans sa tentative désespérée de rassurer les petits-bourgeois radicalisés, jusqu'à préconiser la création d'un "bloc anti-capitaliste". Aussi sombre-t-elle explicitement et non seulement dans la pratique, dans la théorie mèn-

chévique et stalinienne de la collaboration de toutes les couches "anti-capitalistes", c'est-à-dire de la collaboration de classes. La LCR propose de faire campagne dans "une perspective de Front Unique Ouvrier anti-capitaliste". Vu l'orientation de la LCR vers le PSU et des couches petites-bourgeoises, une telle formule laisse grand' ouverte la porte qui mène à la participation dans des fronts populaires.

L'orientation vers la classe ouvrière et la version du programme "trotskyste" qu'a cette organisation sont signalées par le fait que le Congrès a applaudi debout un message du terroriste Santucho, alors même que l'organisation ERP-Santucho avait quitté avec fracas le SU avant le 10ème Congrès Mondial, tenu début 1974.

Un autre exemple significatif de la ligne du FCR et de sa majorité est l'adoption par le Congrès, sur proposition d'une militante de la tendance 2, membre de l'ex-Comité Central provisoire, d'une résolution instituant des groupes de femmes à l'intérieur de l'organisation. La tâche essentielle de ces groupes, composés exclusivement de militantes, est de remettre en cause les relations hommes-femmes dans le FCR, sous la forme probable de groupes d'introspection. Ainsi la LCR valorise-t-elle en son sein la conception petite-bourgeoise selon laquelle des groupes de femmes réunies pour discuter des misères — bien réelles [voir CRS No. 15] — que leur imposent leurs compagnons ou camarades seraient le début de la voie de la libération des femmes. Espérons seulement qu'il y aura une femme au Bureau Politique pour pouvoir suivre les groupes femmes à l'intérieur de la LCR!

Sur ce point précis une résolution du 3ème Congrès de l'Internationale Communiste avait dénoncé "énergiquement toute espèce d'organisation séparée des femmes au sein du parti" tout en reconnaissant la nécessité "d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes". Cela veut dire que si l'on peut aisément s'imaginer une Commission Femmes (mixte) sous le contrôle du Comité Central du parti ayant pour but de diriger le travail du parti parmi les femmes, il est inconcevable qu'une organisation véritablement bolchévique prétende que seules les femmes soient capables de résoudre les problèmes (politiques, organisationnels ou personnels) des camarades femmes.

La TAUPE symbolique de la majorité française et du Secrétariat Unifié (ROUGE du 29 novembre 1974).



Or, en fin de compte, la libération des femmes ne peut se faire qu'au travers de la révolution prolétarienne, dont les travailleuses sont partie prenante. Un "mouvement autonome de femmes" — concept fondé sur une vision de la société dans laquelle l'existence des classes sociales n'est pas l'essentiel — ne peut être dans le meilleur des cas qu'un arrêt à mi-chemin dans la voie vers le parti. En l'occurrence, la valorisation de ce concept de la part de la LCR sert à ériger un obstacle à la construction du parti léniniste du prolétariat. Seule une organisation communiste, trotskyste, de femmes (mais qui comprend aussi bien des hommes) qui développent tout le programme du parti trotskyste parmi les travailleuses peut lutter aux côtés du parti contre l'oppression des femmes et autour des problèmes spécifiques des femmes. Seule une telle orientation permet de lutter à l'intérieur d'une organisation sur des bases correctes contre les "moeurs incompatibles avec la moralité prolétarienne" et "contre la crise de l'insertion politique des femmes dans l'organisation".

La tendance 1 (environ 19 pour cent des mandats) dont le noyau initial s'était constitué en caractérisant le parti socialiste comme parti bourgeois, en refusant de caractériser ouvertement l'Union de la Gauche comme un front populaire, insistait essentiellement sur le "travail de masse" du FCR, en fait critiquant le FCR *depuis la droite*. La vision générale de la tendance 1 est que les mots d'ordre du FCR dans les organisations de "masse" qu'il construit lui-même (par exemple les comités Chili) requièrent un niveau politique trop haut, qu'il faut donc en trouver de plus "populaires" pour pouvoir intéresser les larges masses influencées par le PC qui se précipiteraient alors à la porte de ces comités. Au lieu de se battre dans les organisations de masse que reconnaît la classe ouvrière (notamment les syndicats) en y développant le programme trotskyste ou en y faisant des propositions visant à démasquer les réformistes devant les travailleurs, ce que ne fait pas le FCR, pas plus que ne le faisait la LC, la tendance 1 veut construire des organisations de "masse" impulsées par le FCR sur des bases plus faibles que celles de la majorité. Quant à ses positions de fond, cette tendance est la plus proche de la Fraction Léniniste-Trotskyiste (FLT, la minorité internationale impulsée par le SWP américain). C'est sans doute pourquoi le SWP était visiblement mécontent que la FLT en France se soit trouvée dans la tendance 4. Dans ses textes, la tendance 1 était la plus droitière du FCR.

La tendance 3 (environ 19 pour cent des mandats) représentait pour l'essentiel la partie des directions qui s'appuient sur les secteurs lycéen-étudiant et marginalement ceux qui pensent que le PC est devenu social-démocrate; ses figures de proue étant Lequenne et Field. Contrairement à la tendance 2 elle pense que le meilleur moyen de développer le FCR/LCR; en plus de la fusion avec le PSU, est encore de s'appuyer sur les couches lycéennes et étudiantes, ainsi que les "nouvelles couches techniques". C'est pour cette raison qu'elle voulait constituer une "organisation communiste de jeunesse", en précisant que l'organisation de jeunesse doit être sur le programme du FCR/LCR, ce qui est formelle-

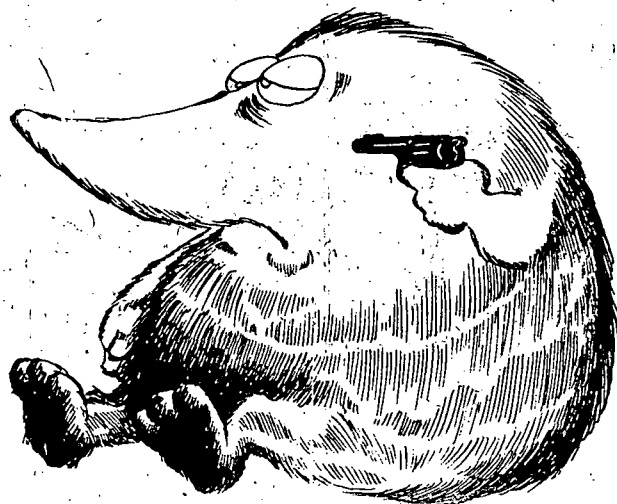
ment correct: l'organisation de jeunesse doit être basée sur l'intégralité du programme de l'organisation adulte tout en étant organisationnellement indépendante. Ce doit donc être une organisation trotskyste dans la jeunesse défendant les positions trotskystes du parti. Mais la pratique du FCR n'a jamais été de défendre ce programme dans la classe ouvrière, dans le "mouvement autonome des femmes", dans les lycées ou ailleurs. En fait, pour la tendance 3 il s'agit de rendre autonome le secteur lycéen du FCR sous la pression même de ce secteur, le Front-Ligue se réduisant alors aux secteurs "adultes" comme les "ouvriers" et les enseignants. Cette tendance, qui promettait d'être la plus grosse du FCR a été laminée parce qu'elle a refusé de se battre sur ses positions de tendance; toutes droitières qu'elles étaient.

La tendance 4 (environ 3 pour cent des mandats) est la plus à gauche des tendances du FCR. Elle récuse le document adopté au 10ème Congrès Mondial, caractérise l'Union de la Gauche comme front populaire, insiste sur la nécessité de revenir au contenu et à la méthode du *Programme de Transition*. Elle rejette les théories fumeuses de "la dialectique des secteurs d'intervention" et des "nouvelles avant-gardes". Elle considère la tendance majoritaire internationale comme foncièrement centriste et fait par-ci, par-là quelques allusions à Paolo, Ben Bella, Tito et l'entrisme sui generis, sans pourtant arriver à une caractérisation de l'histoire du pablisme depuis 1953, du caractère de la réunification de 1963, ou de la minorité internationale, la FLT, dirigée par le SWP. Etant donné à la fois la présence de la FLT; et celle de ceux qui croient (à juste titre) que la FLT représente l'aile droitière, sinon réformiste, du SU, la tendance 4, au lieu de lutter pour une clarification politique, s'est adaptée à la FLT au point d'être accusée par la majorité de lui servir de couverture.

La tendance 4 reste donc un regroupement centriste: sur les consignes de vote pour les législatives de 1973 et les présidentielles de 1974 elle recèle au moins 3 ou 4 positions, ce qui doit impliquer des

suite au verso

La vision qu'a la direction concernant toute opposition même à moitié sérieuse: dessin publié avec le premier texte de la tendance 4 paru dans ROUGE (du 25 octobre 1974).



## Congrès de la LCR...

conceptions divergentes par rapport à l'attitude que les trotskystes doivent avoir envers les fronts populaires. Si l'Union de la Gauche est un front populaire et que l'on peut voter pour son candidat en 1974, ou les candidats des partis ouvriers qui entrent dans un front populaire, il n'est plus possible d'exiger de ces partis qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Pour les trotskystes authentiques cette revendication est une condition *sine qua non* pour tout soutien, même électoral. Sinon, il faudra aussi soutenir ces mêmes partis quand ils seront au gouvernement dans le cadre du front populaire.

Bien que la tendance 4 rejette formellement la

conception de l'OCI de la "stratégie de front unique" dans ses textes, en fait elle revient à cette conception, baptisée en l'occurrence "ligne stratégique de front unique". Ainsi la tendance 4 rejette-t-elle très nettement la caractérisation du 4ème Congrès de l'IC et la position de Trotsky dans ses écrits ultérieurs selon lesquelles le front unique est une *tactique*, importante, il est vraie, mais une tactique parmi d'autres.

C'est sur ces trois questions décisives : l'histoire du pablisme et la caractérisation de la minorité internationale, les consignes de vote en 1973 et 1974 en France, et la conception du front unique, que la tendance 4 manque une alternative trotskyste à la majorité centriste du FCR/LCR et à la direction du Secrétariat Unifié. ■

# Démission de la LCR

PARIS, le 19 janvier 1975

Camarades,

Militant depuis 1973 de la Ligue Communiste (LC), puis du Front Communiste Révolutionnaire (FCR), j'ai compris que ceux-ci n'ont rien d'une organisation révolutionnaire.

Mes premières divergences sont apparues durant le 10ème Congrès Mondial du Secrétariat Unifié (SU) où je me suis opposé à la stratégie de la guérilla qui avait mené à la liquidation politique et organisationnelle des sections latino-américaines, du SU et à la manière dont se déroulait le débat (notamment l'exclusion de la tendance révolutionnaire internationale [*sic* : internationaliste. La Revolutionary Internationalist Tendency fut exclue du Socialist Workers Party américain et de la Communist League australien. Ses membres ont par la suite adhéré aux sections de la tendance spartaciste internationale. Les textes de base de cette tendance, ainsi qu'un appel au 10ème Congrès Mondial du SU furent reproduits dans *Spartacist*, édition française No. 6 (juin 1974) — NDLR.] contre laquelle j'avais protesté).

Devant les positions apparemment orthodoxes de la Fraction Léniniste-Trotskyiste (FLT), j'ai été amené à m'intéresser à la pratique des organisations qui la composaient, notamment le Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis. Mais je me suis bien vite rendu compte que derrière cette fausse orthodoxie, le SWP cachait une pratique réformiste, tant dans sa capitulation devant les mouvements petits-bourgeois féministes, nationalistes noirs, que dans son incapacité à s'opposer à son propre impérialisme durant la guerre du Vietnam. Un des tous derniers exemples de sa rupture avec le trotskysme est son appel public aux troupes fédérales pour protéger la communauté noire de Boston contre les attaques racistes.

Bien vite, devant l'incapacité de la LC d'analyser l'Union de la Gauche comme un Front Populaire, son suivisme durant la grève de LIP, son aventurisme

petit-bourgeois le 21 juin 1973, son abaissement servile dans la grève des Postes devant les bureaucrates syndicaux et son incapacité programmatique (tant au niveau des mots d'ordre transitionnels que des formules de gouvernement), j'ai réalisé qu'il ne s'agissait pas d'erreurs indépendantes les unes des autres et pouvant être corrigées, mais bien d'une même ligne de capitulation devant la petite bourgeoisie et de liquidation de l'avant-garde trotskyste.

C'est pourquoi j'ai adhéré à la tendance 4, pensant que celle-ci serait en mesure de développer une critique et une alternative cohérentes à la ligne de la majorité (tendance 2). Mais la tendance 4, qui était un bloc sans principes entre d'anciens membres de "Contre le Courant"[au moment du Congrès Mondial—NDLR], de la FLT et de sympathisants des positions de l'OCI, a refusé d'approfondir ou a repoussé tous les problèmes importants : le pablisme, la nature de la FLT, les consignes de vote face aux Fronts Populaires. De même, la conception de Front Unique de la tendance 4 est une ligne stratégique de Front Unique qui, dans la pratique, pourrait se révéler guère différente de celle de l'OCI.

Etant parvenu à la conclusion que le FCR n'est pas redressable, j'ai étudié les positions d'autres organisations se réclamant du Trotskysme, notamment la Spartacist League. Je suis arrivé avec cette dernière organisation, à un accord sur tous les points principaux : le pablisme, le travail dans les syndicats, la tactique de Front Unique,...

Pour toutes ces raisons, je décide de donner ma démission du FCR (maintenant LCR) et de rejoindre la tendance spartaciste internationale.

**POUR UNE ORGANISATION TROTSKYSTE EN FRANCE!**

**POUR LA RENAISSANCE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE!**

s/Tolbic



# SWP/OCI/LCR: Les manoeuvres se multiplient

[Cet article est adapté de *Workers Vanguard* No. 60 du 17 janvier 1975]

La désagrégation politico-organisationnelle croissante parmi les groupements internationaux formellement trotskystes n'apparaît nulle part plus ouvertement que dans les manoeuvres actuelles entre les fractions en guerre au sein du Secrétariat Unifié (SU) et l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI). Dernièrement l'on a vu surgir pas mal d'intérêt — et de méfiance — dans ces organisations du fait des discussions qui ont eu lieu entre le Socialist Workers Party (SWP, parti dirigeant de la minorité du SU) et l'OCI, chaperonnées par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, la section-clé de la majorité du SU).

A l'entrée d'un meeting du FCR (aujourd'hui LCR) à Paris au mois de novembre, des supporters de la tendance spartaciste internationale ont diffusé des copies d'une lettre de la direction de l'OCI adressée aux directions des autres groupes de son "Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale" qui faisait l'exposé d'une rencontre avec le SWP, avec au verso notre analyse de la lettre et des différents groupes en question [les textes de cette lettre et de notre tract sont reproduits plus loin].

Les militants du FCR, maintenus dans l'ignorance la plus complète de cette rencontre par leurs dirigeants, s'en arrachèrent avidement plus de mille exemplaires et entourèrent les dirigeants FCR, exigeant des explications. Depuis, la lettre de l'OCI a été reproduite et par le FCR et par le SWP, accompagnée de leurs "explications" (nettement divergentes).

Le FCR feignit le désintérêt. Le numéro de *Rouge* du 29 novembre reportait le tract spartaciste, mais prétendit qu'il y avait une erreur dans la lettre de l'OCI: c'est l'OCI, disait-il, qui aurait demandé la rencontre et non pas le SWP. Qui est responsable de cette erreur s'interrogea l'auteur: l'OCI ou la SL? Il concluait: "Peu importe." Pourtant cela a dû "importer" au FCR, sinon il n'aurait pas pris la peine de faire la "rectification".

Son importance ressort clairement à la lecture des bilans opposés de la discussion avec l'OCI, tirés par le SWP et la LCR. Une circulaire interne du FCR, publiée peu après, reproduit la lettre de l'OCI "telle qu'elle a été diffusée par la Spartacist League" et dit que "les propositions de l'OCI relève [sic] essentiellement d'une manoeuvre complémentaire des autres [...]". La direction du FCR conclut que "dans ces conditions [...] des contacts privilégiés et semi-internes [avec l'OCI] sont politiquement injustifiables, méséducatifs."

Le SWP n'est pas d'accord. Un "compte-rendu" de Joe Hansen du SWP (reproduit dans la circulaire interne du FCR) soulève la possibilité d'une ma-

noeuvre de la part de l'OCI, mais conclut: "Selon nous il n'y a pas grand risque à répondre d'une manière fraternelle à l'OCI. Aucun engagement immédiat n'est impliqué [...]." Ensuite, dans une déclaration du Bureau Politique publiée dans *Intercontinental Press* (du 13 janvier 1975), la direction du SWP va encore plus loin, soutenant ouvertement l'OCI contre la LCR. La rencontre aurait "confirmé la sincérité des dirigeants de l'OCI" qui ne sont "ni en train de capituler ni de mener un raid". Le SWP loue la bonne foi de l'OCI et dit qu'en tant que "révolutionnaires sérieux" ils sont en droit de s'attendre à ce que le Secrétariat Unifié "manifeste une bonne foi semblable".

Ce qui manque à toutes ces "démarches" et "initiatives", c'est tout simplement la lutte pour une tendance trotskyste internationale principielle, homogène, réglée par le centralisme démocratique. Maintes fois l'OCI a souligné le caractère sans principe de la réunification de 1963 entre le SWP et les mandéliens, dans laquelle une discussion des divergences sur le pablisme, la scission de 1953, la Chine et d'autres questions encore fut renvoyée aux calendres grecques. Mais son propre comportement n'est rien d'autre qu'une réédition des négociations du SWP avec Pablo-Mandel-Frank en 1963.

La tendance spartaciste internationale, née en opposition à la réunification de 1963 et à la dégénérescence politique du SWP qui l'avait préparée, s'oppose vigoureusement à tous ces maquignonnages. La "Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale" (*Spartacist Edition française* No. 7, automne 1974) définit notre conception de la formation, du processus de construction, et du fonctionnement d'une Internationale et fait état de nos progrès vers la renaissance de la Quatrième Internationale. ■

## Lettre de l'OCI

PARIS, le 20 Octobre 1974

Chers camarades,

Nous vous faisons parvenir, ci-joint, le Procès-verbal de la réunion qui a eu lieu à Paris le 15 Octobre, entre une délégation du S.U. dirigée par le S.W.P. et comprenant également deux représentants du F.C.R. (France), et une délégation de l'O.C.I.

Nous vous informons d'abord des circonstances et de la composition de cette réunion:

Elle a été tenue à la demande de la direction du S.W.P., dont un certain nombre de représentants

suite au verso

## Manoeuvres: lettre de l'O.C.I. . . .

étaient en Europe à cause d'une réunion du S.U. ou du Comité Exécutif. Elle l'a présentée comme une réponse au fait qu'à plusieurs reprises (en particulier lors de passages du camarade P. Broué) l'O.C.I. avait fait savoir qu'elle était prête à un échange de vues entre les directions des deux Organisations. Explicitement, ils l'ont définie comme une réponse aux lettres de Mai et de Juillet 1973 de notre Bureau International, comme l'indique le procès-verbal. Les représentants du S.W.P. nous ont indiqué, au cours d'une réunion préliminaire, que le S.U. avait donné son accord pour une première discussion d'information à condition que celle-ci ne soit pas strictement bilatérale mais que le S.U. soit représenté en tant que tel, en particulier par des représentants de sa Section française, le F.C.R.

D'où une délégation qui était en fait une délégation de la "Fraction Internationale Lénine-Trotsky", sous la "surveillance" de deux responsables du F.C.R. Elle était ainsi composée: HANSEN - BARNES - M.A. WATERS (S.W.P.) - RIDELL (L.S.A. Canada) - Pierre ROUSSET et OLIVIER (F.C.R.). L'O.C.I. était représentée par les camarades LAMBERT, JUST, RAOUL, FRANCOIS et VESPA. La présence de ROUSSET est significative car il est membre de la tendance la plus extrême de la majorité du S.U. et c'est avec lui que le S.W.P. a durement polémique à propos du Vietnam.

Dans le Procès-verbal, qui est plus largement distribué ici que cette lettre adressée uniquement aux directions des Organisations affiliées au C.O. ne figurent que les initiales.

Le déroulement de la réunion est parfaitement clair à la lecture du Procès-verbal et cela nous évite des commentaires superflus.

Nous voulons simplement ajouter ici quelques conclusions et formuler une proposition.

Les conclusions qui se dégagent de cette réunion sont:

1/- Par son existence même elle est une vérification du caractère correct des mesures tactiques qu'a prises le Bureau International pour intervenir dans la crise du S.U. Plus profondément, elle est une confirmation de la justesse de la méthode de la "Conférence Ouverte".

2/- Elle est une nouvelle expression du degré intolérable atteint par les divergences au sein du S.U.

C'est le développement en quelque sorte "objectif" de la crise qui amène aujourd'hui les Organisations affiliées au S.U. à accepter une réunion (dont il faut bien voir les limites) où s'exprimeraient leurs désaccords fondamentaux.

3/- L'un des traits de cette réunion, comme vous le verrez, c'est qu'elle se soit déroulée sur la base de l'acceptation de la part de nos interlocuteurs, du cadre fixé par les propositions faites dans nos lettres.

Nous étions les seuls à parler au nom d'un mandat international: Nous intervenions dans le cadre du mandat établi par les décisions du Bureau International en faveur de la discussion internationale. En face de nous, nous avions des délégations d'Orga-

nisations différentes, sans mandat commun autre que de nous écouter.

4/- Les interventions d'HANSEN sur la nécessité de préserver, indépendamment des décisions quant à une discussion de fond, une zone d'échanges politiques et d'activités communes, correspondent:

- d'une part en invoquant la possibilité "d'actions communes", en particulier avec le F.C.R. en France, indépendamment des divergences politiques et préalablement à la discussion de ces divergences, le S.W.P., comme il l'a expliqué, entend préserver un lien avec le S.U.;

- et d'autre part, en insistant sur les échanges de Bulletins Intérieurs, d'Organisation à Organisation, sur des activités comme celles concernant l'Europe de l'Est et l'URSS, le S.W.P. se réservait, quelles que soient les décisions de la majorité du S.U., le droit de poursuivre des discussions.

5/- Il n'est pas question de se livrer à des spéculations hasardeuses sur les suites de cette réunion. Ce qui est certain c'est que le processus de dislocation du S.U. peut être freiné, il ne peut être enrayé. Ce qui est certain, c'est que de toutes parts, les manoeuvres se multiplieront pour empêcher la discussion de principe.

Par exemple, en Argentine, où cette discussion tend à s'imposer à MORENO, ce dernier cherche à la court-circuiter en proposant à P.O. une unification sans discussion, du type de l'opération 1963. Mais dans les conditions qui existent aujourd'hui, cette manoeuvre est pour nous, pour les camarades de P.O., un tremplin pour agir encore plus fortement afin d'imposer la discussion de principes, à l'échelle nationale et internationale.

Cet événement renforce donc l'importance de notre propre intervention politique: la Conférence européenne, la préparation d'une Conférence latino-américaine sont encore plus importantes.

C'est dans ce cadre que nous formulons la proposition suivante:

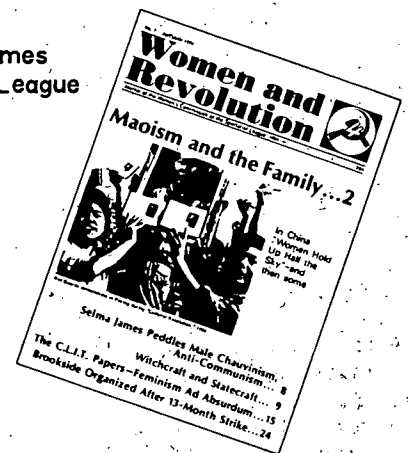
Il faut maintenant que le Bureau International en tant que tel invite notre interlocuteur à cette réunion, le S.W.P. (et à travers lui les Organisations du S.U. et le S.U. lui-même, s'il le veut) à assister comme *observateurs* à notre Conférence

journal de la  
commission-femmes  
de la Spartacist League

4 numéros  
U.S. \$1.00

pour toute  
commande:

SPARTACIST  
PUBLISHING CO.  
Box 1377, GPO  
NY, NY 10001 USA



**Abonnez-Vous**

européenne (pas à la réunion du Bureau International, évidemment).

Une telle initiative soulignera que notre volonté de mener, sans préalable organisationnel et quelle que soit la forme choisie, la discussion qui se recoupe avec les questions de principe qui sont à l'origine de la crise de la 4ème Internationale, répond non à une manœuvre mais à une orientation déterminée de reconstruction de la 4ème Internationale.

Le S.U. a refusé de nous associer à la discussion préparatoire au Xème Congrès Mondial;

nous ne craignons pas pour notre part, de l'associer à nos discussions.

Nous vous demandons de vous prononcer sur cette proposition afin que nous puissions lancer assez tôt une invitation et en faire un élément de la bataille politique.

Comme actuellement les postes françaises sont en grève, n'hésitez pas à nous faire parvenir un bref message téléphonique.

Salutations fraternelles  
FRANCOIS

## Pas de pactes secrets ! Pour la renaissance de la IVème Internationale

Nous reproduisons au verso une lettre interne envoyée par la direction de l'OCI aux directions de ses affiliés du "Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale". Cette lettre sert d'introduction au procès-verbal d'une réunion qui a eu lieu le 15 octobre entre la direction du SWP et une délégation de l'OCI. Y assistaient également des représentants de la direction du FCR.

Le bloc international formé par la minorité du Secrétariat Unifié (SU) dirigée par le SWP (Fraction Léniniste-Trotskyiste) et sa majorité dirigée par Mandel/FCR, semble clairement voué à la scission sur le plan international. Mais en attendant, il leur est extrêmement difficile de maintenir une apparence de collaboration internationale.

Nous n'avons ni les informations nécessaires, ni l'envie de prédire quels blocs pourris se préparent chez les composants du SU en bataille. Il est clair qu'un rapprochement entre le SWP et l'OCI ne pourrait avoir lieu, que s'ils passaient sur des années d'hostilité accumulée entre les deux organisations (sans parler des divergences politiques majeures qu'ils ont).

Il est laissé au lecteur le soin de décider si la réunion dont parle l'OCI est une manœuvre organisationnelle cynique ou prépare une tentative de fusion ou si c'est les deux. Mais en ce qui concerne l'OCI, leurs négociations avec le SWP ne sont que la suite logique de récents changements de position sur la nature du SWP.

En 1965, l'OCI a écrit dans "Défense du Trotskysme" que "la direction du SWP avait renoncé à construire un parti ouvrier révolutionnaire aux Etats-Unis". En mai 1971, *Correspondance Internationale* déclarait que pour le SWP "la classe ouvrière [...] n'est bien entendu plus la classe dirigeante de la révolution socialiste aux Etats-Unis [...] Nous nageons en plein idéalisme et ce révisionnisme sans rivages a rompu toute attache avec le marxisme". Mais dans son avidité de profiter de la rupture dans le SU, l'OCI a radicalement renversé sa caractérisation passée du SWP, le qualifiant maintenant de "non centriste" et même de "trotskyiste".

Bien sûr, le SWP n'est pas centriste. Dès le milieu des années 60, il avait déjà dépassé ce

stade dans sa dégénérescence. En 1965, la "solution" du SWP à la violence raciste contre les noirs au sud des Etats-Unis a été d'exiger de Johnson qu'il envoie l'armée impérialiste US dans le Mississippi pour "protéger" les noirs. En 1974, le SWP s'oppose à la tentative de mobiliser les organisations noires et les syndicats pour défendre les écoliers noirs de Boston et demande au lieu de cela l'intervention des troupes fédérales. La principale activité du SWP de 1965 jusqu'à récemment, a été l'entrisme qui génère dans le Mouvement pour la Paix, ce qui était une tentative de former un Front Populaire avec une partie de la bourgeoisie américaine.

Dans la bataille au sein du SU, le SWP a pour principal allié le PST argentin qui a participé à l'affaire de la "déclaration des huit", déclaration qui fut présentée à Péron par le PST, le PC et six partis bourgeois. Elle promettait de rester dans le cadre du "Processus Institutionnel" et appelait à l'unité d'action — avec les radicaux et les péronistes — contre l'impérialisme. Ainsi se révèle la fraude manifeste qu'est l'opposition formelle et "orthodoxe" de la FLT aux Fronts Populaires.

Comme le faisait remarquer Trotsky en 1929, lors de ses premières tentatives pour regrouper une opposition de gauche internationale fondée programmatiquement: "les opportunistes trouvent intolérable le contrôle international" car leur politique est fondée sur "les besoins locaux et temporaires du prolétariat et non sur ses tâches historiques". Pourtant, les révisionnistes qui se réclament du trotskysme recherchent le prestige des relations internationales et c'est en concluant des pactes de non-agression entre groupes nationaux, c'est-à-dire en formant des blocs internationaux fédérés, qu'ils résolvent la contradiction qu'il y a entre leur désir de jouer les internationalistes et celui d'avoir la main libre pour s'adapter à leurs terrains nationaux respectifs et différents.

Pourtant ces alliances sont instables par nature. Prenons par exemple l'ancien Comité International, dominé par Healy et l'OCI après le départ du SWP en 1963: il s'est morcelé, depuis 1971, en trois "internationales". En plus du Comité d'Organisation de l'OCI, il y a l'"International Committee" anglo-

suite au verso

## Pactes secrets...

saxon formé par le WRP britannique de Healy et ses satellites américain et australien. Et même les Varguistes, le produit le plus minable de la décomposition du CI se dénomment pompeusement "Ligue Internationale de Reconstruction de la Quatrième Internationale".

La situation dans le SU est encore plus lamentable puisque les deux camps jurent fidélité à la préservation de l'unité tout en manigancant pendant que le processus de scissions internationales se poursuit inexorablement en Argentine, Australie, Canada, Espagne, Mexique, Pérou, USA.

Ce sont les différences dans les chemins pris par le SWP et le SU européen — l'un déjà réformiste, l'autre encore centriste — qui sont à la racine des luttes fractionnelles au sein du SU: alors que la Ligue Communiste s'accommodait sans critiquer du FNL stalinien, Fred Halstead du SWP, proclamait publiquement (en avril 1967) qu'il "ne savait pas" s'il était favorable à une victoire du FNL sur l'impérialisme américain. La Ligue Communiste s'adaptait à une incarnation de ce qu'elle devait appeler plus tard la "nouvelle avant-garde", c'est-à-dire, à l'époque, en France, les étudiants anti-impérialistes mao-spontanéistes. Pendant ce temps-là, le SWP n'aspirait qu'à devenir un parti réformiste "raisonnable" et "respectable" très proche de la social-démocratie.

Les dirigeants pablistes de la Ligue Communiste auraient pu se contenter de leurs partenaires du bloc international, mais pas le SWP. Car quand le confrontationnisme aventuriste du SU provoqua une explosion d'hystérie et de calomnies dans la presse bourgeoise, qui parlait d'une "Quatrième Internationale terroriste", le SWP s'empressa de renier ses alliés trop agressivement centristes.

C'est ce qui introduisit la scène de la "découverte" par Hansen (IXème Congrès Mondial) que la stratégie de la guérilla paysanne — qui était la base même de la "réunification" de 1963 qui constitua le SU — n'était plus valable. De là, il n'y avait qu'un pas au "Bilan" de Hansen sur l'Amérique Latine et à la formation de la FLT.

La défense de la "méthode léniniste de construction du parti" n'est rien d'autre qu'une fausse orthodoxie qui couvre l'opposition de droite du SWP à l'insurrectionnisme guérilliste.

En opposition à ces blocs révisionnistes et fédérés en crise, la tendance spartaciste internationale avance sur la base de son adhésion au programme trotskyste authentique. Depuis notre naissance comme tendance dans le SWP en 1961-1963, en opposition à la capitulation du SWP au castrisme et au nationalisme noir, nous avons mené une bataille principielle contre le pablisme et pour la renaissance de la Quatrième Internationale, en luttant pour une tendance internationale cohérente, basée sur l'unité programmatique et adhérant à la pratique du centralisme démocratique international.

SPARTACIST LEAGUE — 18 novembre 1974

**ABONNEZ-VOUS**

### Bulletin der Österreichischen Bolschewiki- Leninisten

PRIX: 10F les 4 numéros  
Postfach 236  
1051 Vienne  
Autriche

### Workers Vanguard

SPARTACIST compris

PRIX: 50F par an (par avion)  
24 numéros

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, G.P.O.  
New York, N.Y. 10001 USA

### Kommunistische Korrespondenz

PRIX: 10F les 4 numéros  
Postlagerkarte A 051 429  
Berlin (West) 120  
Allemagne

Postscheckkonto  
Berlin West 503 57-107  
(Wolfgang Hohmann)

### Australasian Spartacist

PRIX: 25F par an (par avion)  
12 numéros

Box 3473, G.P.O.  
Sydney, NSW, Australie

### Spartacist

PUBLIE EN HEBREU  
PAR LE NOYAU  
SPARTACIST, TEL AVIV

PRIX: 12F les 4 numéros  
Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, G.P.O.  
New York, N.Y. 10001 USA

# La LIRQI éconduite en fureur

Le texte reproduit plus loin fut publié par la "Fraction LIRQI de l'OCI" dans son bulletin *Reconstruire la Quatrième Internationale* (No. 10, novembre 1974), en tant que réponse au tract distribué par la Spartacist League à Paris et à la lettre de l'OCI publiée au verso de celui-ci [voir ci-dessous].

C'est une calomnie outrageuse de prétendre que la SL ait jamais proposé de "mener [avec la LIRQI] des discussions clandestines". Le but de la seule rencontre qui eut lieu entre des représentants de la SL et de la LIRQI était pour nous de voir si la LIRQI voulait vraiment former une Commission Ouvrière Internationale pour juger "l'affaire Varga", ou non. Il est vite apparu que la LIRQI n'en voulait pas et qu'elle s'intéressait plutôt à manipuler la tendance spartaciste et (sous prétexte d'une discussion "ouverte") à voir

publier ses documents dans notre journal. Ceci avant même qu'une discussion politique préalable d'organisation à organisation ait eu lieu. La LIRQI a également eu l'audace inouïe de quémander un soutien financier pour sa prochaine conférence internationale, sans aucun arrangement politique ou organisationnel antérieur. Tout ce qu'on peut en dire, c'est que soit la LIRQI nous prend pour des imbéciles, soit toute compréhension des procédures d'une organisation bolchévique lui manque. On n'a pas vu un tel exemple de manie égocentrique et organisationnelle depuis la formation de la tendance Posadas.

Quand tout cela est devenu clair, nous avons fait le deuil de notre tentative à convaincre la LIRQI de convoquer une Commission Ouvrière comme précondition aux discussions entre nos deux tendances. ■

## Lettre de la LIRQI à la SL

LIGUE INTERNATIONALE  
DE RECONSTRUCTION DE LA  
IVÈME INTERNATIONALE

à  
LA SPARTACIST LEAGUE.  
[sans date, reçu le 26.9.74]

A l'attention de John Sharpe

Camarade,

Nous avons reçu les documents que tu nous a adressés concernant l'exclusion de la S.L. du S.W.P. [en 1963] et la dernière scission qui a eu lieu dans cette même organisation et nous les étudions avec soin.

De même que votre article sur l'exclusion massive du S.W.P. Mais le texte qui nous paraît fondamental est votre "déclaration pour l'organisation d'une tendance Trotskyste Internationale". Il apparaît surtout que pour vous, la lutte pour la "Renaissance de la IVème Internationale sera longue et difficile et par dessus tout inégale". De ce fait vous pensez poursuivrez les discussions avec les groupes sympathisants en vue d'une conférence internationale pour vous étendre et vous consolider.

Vous considérez la "renaissance" de la IVème Internationale en dehors du fait que le C.I. a assuré, avec ses faiblesses (son fédéralisme par exemple) la continuité de la IVème Internationale face au centre liquidateur qui est le S.U. Et en dehors du fait que la L.I.R.Q.I. après l'éclatement du C.I. et sa liquidation par l'O.C.I., existe et lutte pour reconstruire la IVème Internationale, en se basant sur cette continuité et sur tous les acquis du C.I.

Pour nous il ne peut donc s'agir que de reconstruction de la IVème Internationale, qui existe et lutte aujourd'hui à travers la L.I.R.Q.I.

Notre analyse de l'actuel I.C. du W.R.P. de G.B. et de la politique liquidatrice du C.O. de l'O.C.I. est contenue dans l'article "le C.I. est

déjà dépassé" paru dans la *IVème Internationale* No. 2. Notre stratégie de reconstruction de la IVème Internationale est clairement définie dans toutes nos publications (internationales et nationales). Le 1er Congrès de la L.I.R.Q.I. a posé la reconstruction de la IVème Internationale comme une tâche *immédiate* et *urgente* que nous devons remplir sous l'angle du *changement de rapport* de la IVème Internationale avec la classe ouvrière mondiale par l'intervention constante.

Lutte conséquente contre l'impérialisme et le stalinisme, destruction des centres liquidateurs et confusionnistes qui se réclament de la IVème Internationale, construction de l'I.J.R., voilà les objectifs qui se concrétiseront par la 4ème Conférence Internationale ouverte reconstructrice de la IVème Internationale, qui se tiendra l'été 75.

La L.I.R.Q.I. par la proclamation du P.O.R. d'Espagne, sa section espagnole, et l'adhésion de l'Organisation Marxiste Révolutionnaire du Chili entend poursuivre son combat reconstructeur de la IVème Internationale en portant des coups décisifs au C.O., et au S.U. par la mise sur pieds d'une fraction trotskyste internationale dans le S.U. dont le travail est déjà commencé et avancé.

Nous pensons que mettre la tâche de reconstruction de la IVème Internationale au stade de regroupement et de discussion revient à rejoindre la position du C.O. quant à cette reconstruction "(longue et difficile)", à revenir à avant 1938, avant la proclamation même de la IVème Internationale, et à la voir uniquement sous l'angle organisationnel.

Nous vous proposons pour poursuivre la discussion menée à Paris et avancer dans la clarification politique et la reconstruction de la IVème Internationale une rencontre en Europe entre nos représentants (le responsable politique de la L.I.R.Q.I. et les camarades Michel Varga et Patrick) et vos représentants. Nous souhaiterions, pour que les

*suite au verso*

## Lettre de la LIRQI...

discussions puissent se mener au plus haut niveau, la présence des camarades Robertson et Sharpe.

Nous vous proposons de discuter plus particulièrement de la préparation de la 4ème Conférence internationale ouverte. Si nous avons les moyens politiques nécessaires pour la mener à bien, nous manquons de moyens financiers!

En attendant une réponse rapide de votre part, recevez nos salutations trotskystes.

Pour le Comité Exécutif International  
Patrick Lenoir

- P.S. 1/ Pouvez vous nous faire parvenir vos publications en Espagnol?  
2/ Nous aimerions avoir l'adresse officielle exacte des journaux du P.S.T. d'Argentine. Pouvez vous nous les envoyer?

## Réponse de la SL

New York  
le 31 octobre 1974

Ligue Internationale de Reconstruction  
de la IVème Internationale

Camarades,

Nous avons reçu, le 26 septembre, votre lettre proposant des discussions "au plus haut niveau" entre la LIRQI et des représentants de la tendance spartaciste, plus précisément les camarades Robertson et Sharpe. Comme vous l'aurez noté dans *Workers Vanguard*, nous avons été occupés de façon inhabituelle par la visite des camarades du RWP de Ceylan et n'avons pu vous répondre que maintenant.

Votre lettre ne fait pas mention d'un problème sérieux qu'il faut éclaircir avant que de telles discussions puissent avoir lieu. Quand j'étais à Paris, en juin, avant de participer au camp d'été spartaciste européen, j'ai officiellement rencontré le camarade Patrick et un autre camarade dirigeant. A l'époque, notant la revendication avancée à plusieurs reprises par des organisations de la LIRQI d'une Commission Ouvrière Internationale pour enquêter sur l'affaire Varga (et, plus particulièrement les accusations faites par l'OCI, selon lesquelles Varga serait un agent de la CIA et/ou du KGB), je déclarai que sous certaines conditions la tendance spartaciste serait d'accord pour participer à une telle commission, en proportion avec nos capacités et la place que nous occupons à l'échelle internationale.

Les accusations faites par l'OCI, qui semblent être partiellement confirmées en ce qui concerne la période entre 1957 et 1960 par les citations de la vieille correspondance de Varga (dont lui-même n'a jamais nié la validité) sont telles que, si elles étaient vraies, Varga ne pourrait en aucune façon être considéré comme faisant partie du mouvement ouvrier. Sur tout étant donné que Varga est à l'heure actuelle le dirigeant historique de LIRQI, une précondition à tout contact formel ou substantiel entre nos organisations doit être que Varga soit disculpé

en substance des accusations selon lesquelles il serait un agent policier: disculpation opérée par une Commission Ouvrière Internationale ou quelque autre instance adéquate à réfuter définitivement ces accusations. Une telle Commission pourrait très bien comprendre, entre autres, Tamara Deutscher, M. Pablo, Joe Hansen, E. Mandel, Cliff Slaughter, M. Rodinson, Munis, Vereecken ou Edmund Samarakody. Elle pourrait aussi comprendre des trotskystes français respectés de longue date ou des sympathisants. Cependant, notre force organisationnelle et notre place dans le mouvement mondial formellement trotskyste ne sont pas telles que nous puissions jouer un rôle central dans une telle Commission. Bien évidemment, cela exclut le genre de discussions que vous proposez, bien que des rencontres officieuses puissent avoir lieu au cas où pour d'autres raisons divers camarades seraient en Europe.

Je voudrais revenir aussi sur certaines autres questions que vous soulevez dans votre lettre. Il semble que vous mécomprenez presque totalement le sens dans lequel nous parlons de "discussions" et de "groupes sympathisants" dans notre "Déclaration pour Organiser une Tendance Trotskyste Internationale". Ce n'est pas pour le plaisir de s'entendre parler qu'une grande partie de ce document polémique contre le fédéralisme: les groupes membres de la tendance spartaciste, y compris ses groupes sympathisants, sont organisés sur la base du centralisme démocratique international. Ce que nous entendons, cependant, par centralisme démocratique international est assez éloigné de la version au moins zinoviéviste, ultra-centralisée, que — comme je l'ai compris d'après les affirmations de Patrick au cours de notre discussion officieuse à Paris en juin — vous avez adoptée. Comme la *Déclaration* le précise, la pratique de la tendance spartaciste est aussi totalement opposée à celle du Secrétariat Unifié, du Comité d'Organisation de l'OCI et d'autres blocs fédérés.

Vous dites que "la reconstruction de la IVème Internationale [est] une tâche immédiate et urgente". Nous le croyons aussi. Mais affirmer, comme vous le faites, qu'elle sera réalisée d'ici l'été 1975 (ou à presque n'importe quelle date arbitraire) ignore complètement que bien que les conditions objectives à la renaissance de la Quatrième Internationale soient favorables, la crise de la direction révolutionnaire est par-dessus tout une crise subjective et pas du tout sujette à une résolution par décret. Votre volontarisme à ce sujet semble être lié à votre faiblesse pour Healy: nous vous renvoyons à l'épigramme de notre récent article sur les healistes américains (*Workers Vanguard* No. 53, 27 septembre 1974) d'après *Henri IV* de Shakespeare, première partie:

GLENDOWER : Je puis conjurer les esprits des vastes profondeurs.

HOTSPUR : Comment, mais je le puis aussi et tout autre le peut, mais viendront-ils quand vous les appelez ?

Nous avons aussi pris acte du passage qui semble quémander un soutien financier. A moins que nous ayons mal compris votre déclaration: "Si nous avons les moyens politiques nécessaires pour la mener à bien, nous manquons de moyens financiers!"

pour tenir une conférence l'été prochain, il semble que vous espérez présumer sur notre supposée inexpérience. Sinon, cela indique un manque total de compréhension du fonctionnement bolchévique en ce qui concerne la manière correcte d'agir vis-à-vis d'autres tendances. Des organisations bolchéviques ne font généralement pas appel aux fonds de tendances concurrentes pour lesquelles elles ont quelque respect et avec lesquelles elles n'ont même pas eu de discussion formelle. Les propositions que vous auriez faites à nos camarades à Paris au cours d'une rencontre officieuse sont de nature semblable. Ainsi vous leur auriez proposé une discussion publique de nos différences au cours de laquelle nous ouvririons les pages de *Workers Vanguard* à vos contributions et réciproquement; la signature d'une déclaration avec la LIRQI attaquant l'OCI pour avoir fait des accusations irresponsables contre Varga, sans même examiner aucune question de fond; et la participation de la Spartacist League à votre conférence prévue pour l'année prochaine avec pour perspective de devenir la section américaine de la LIRQI.

En dehors du fait que nos camarades n'étaient en aucune manière délégués pour faire de tels arrangements au cours de rencontres officieuses (ni même pour recevoir ces propositions), et même si l'on tient à côté la question décisive de Varga lui-même, les divergences profondes entre nous suffiraient à rendre de telles perspectives organisationnelles immédiates plutôt prématurées et inappropriées.

Pour la renaissance de la  
Quatrième Internationale!

John Sharpe  
Secrétaire provisoire  
tendance spartaciste  
internationale

[Copies adressées aux groupes supporteurs et sympathisants de la tendance spartaciste internationale.]

## La LIRQI commente le tract du 18 novembre

Sur la lettre de l'O.C.I., nous ne dirons rien ici, car notre camarade Hugues Blanc aborde ce problème dans son article de la Tribune pour le Congrès Extraordinaire Trotskyste de l'O.C.I. Quant au commentaire de la Spartacist League (S.L.), nous n'insisterons pas dessus dans le cadre de ce journal, nous nous réservons de revenir plus à fond sur la nature et la politique de cette organisation.

Nous ferons simplement deux remarques:

1) Ce tract est typique de l'activité de la S.L. à l'affût des mille et un bulletins intérieurs, se limitant à en faire des commentaires parasitant politiquement toutes les organisations, ayant la politique suivante: "Contre ce que tu dis, moi je dis", au lieu de la politique communiste qui part des intérêts de la classe ouvrière, pour faire ses propositions, et qui dans ce cadre, explique les divergences et la politique des autres.

2) La S.L. dénonce les manœuvres, la diplomatie secrète du S.U. et du C.O., et dans le cours de sa déclaration traite notre parti de "produit le plus minable de la décomposition du C.I.". Elle a découvert notre caractère "minable" justement après le refus du C.E.I. de la L.I.R.Q.I. de mener des discussions politiques dans un cadre "informel", comme la direction de la S.L. le proposait. En effet, la S.L. proposait de mener des discussions clandestines, alors que nous propositions de rendre publique notre discussion, car nous n'avions rien à cacher à la classe ouvrière et à son avant-garde. Le prétexte de la S.L. était que tant que la Commission d'enquête ne se serait pas tenue, le doute subsistait sur notre organisation. Ainsi, partant du fait que nous étions peut-être des flics, la S.L. voulait discuter avec nous, mais sans que cela se sache. Cela s'appelle des manœuvres; ce sont de sombres méthodes de travail. Prêts à discuter avec une organisation "de flics", si cela ne se sait pas; il faut être conséquent, prendre des positions, ne pas nager entre deux eaux, en disant nous sommes prêts à discuter, mais sans prendre de responsabilité sur l'existence [de] cette discussion. Il est triste de voir une organisation dénoncer les méthodes d'autres organisations, alors qu'elle tente d'utiliser les mêmes. La S.L. avait parlé de sa décision d'écrire un article sur la LIRQI, à ce jour, il n'existe pas; tous les moyens sont bons pour éviter aux centristes une discussion de fond, car le problème est bien ce refus d'aller jusqu'au bout de ses positions. ■

### DEMANDEZ:

- "Déclaration des Principes de la Spartacist League" (en français)
- "Spartacist Leagues princip förklaring" (en suédois)
- "Declaration of Principles of the Spartacist League" (en anglais)
- "Grundsatzklärung der Spartacist League" (en allemand)
- "Declaración de Principios de la Spartacist League" (en espagnol)
- "Dichiarazione di Principi della Spartacist League" (en italien)
- "Declaração de Princípios da Spartacist League" (en portugais)

SPARTACIST PUBLISHING CO.  
Box 1377 GPO, New York, N.Y. USA

0,50 F  
US \$,25

# Une Commission Ouvrière doit juger l'affaire Varga!

L'histoire de la Ligue Internationale de Reconstruction de la Quatrième Internationale (LIRQI), dirigée, du moins à ses débuts, par Michel Varga, est étroitement liée à celle de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) en ce qui concerne les quelques dernières années. Le groupe Varga s'est formé autour des responsables du travail de l'OCI en Europe de l'Est. Varga [Balazs Nagy] lui-même était membre du Bureau Politique de l'OCI et dirigeant de la Ligue Révolutionnaire Socialiste Hongroise (LRSH). La formation du groupe Varga et sa séparation de l'OCI eurent lieu durant la période au cours de laquelle l'OCI tirait de façon définitive les conséquences de droite de certaines de ses positions qui, concernant les élections présidentielles de 1974, signalèrent sa consolidation en tant qu'organisation centrée de droite. Aussi l'opposition varguiste doit-elle être vue comme faisant partie d'un mouvement double: la formation du groupe Varga autour de positions organisationnelles de droite et sa tentative à s'appropriier des critiques de gauche de l'OCI.

Bien des positions de la LIRQI virent le jour uniquement à cause de ses efforts opportunistes à faire des gains rapides du tournant à droite de l'OCI. En dépit de sa rhétorique la LIRQI n'a pas rompu avec des positions essentielles de l'OCI concernant "L'imminence de la révolution et de la contre-révolution", le front unique stratégique, la "continuité" de la Quatrième Internationale et la formation d'une Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse (non-trotskyiste). Sur nombre d'autres questions, par exemple la nature du SWP - "trotskyiste", centrée ou réformiste - et la question de savoir s'il est admissible ou non de voter pour les candidats des partis ouvriers réformistes qui font partie d'un front populaire, voire pour Mitterrand dans les élections de 1974, la LIRQI a glissé d'une position à l'autre, bien plus, semble-t-il, en raison d'appétits opportunistes d'une forme ou d'une autre, plutôt que de toute considération de principes. Au début, la LIRQI soutenait qu'en aucun cas il n'était admissible de voter pour les candidats des partis ouvriers faisant partie d'un front populaire; mais après l'adhésion à la LIRQI de l'Organisation Marxiste Révolutionnaire du Chili, qui partage la position de l'OCI selon laquelle il aurait fallu voter Mitterrand en 1974, la LIRQI découvrit soudain que la question de savoir s'il fallait ou non voter Mitterrand au deuxième tour était "tout au plus une question tactique".

Parce que la place nous manque, il nous faut différer l'examen de ces questions à un autre numéro de *Spartacist*. Avant même que nous puissions discuter des positions politiques déclarées de la LIRQI

ou des bases politiques de la scission entre l'OCI et Varga, il nous faut traiter des accusations de l'OCI selon lesquelles Varga serait (ou aurait été) un agent du KGB (Guépéou) et/ou de la CIA. La question de l'authenticité de ce dernier en tant que politicien socialiste doit empêcher toute considération des positions de la LIRQI; la nature des accusations étant telle qu'il faut les résoudre. Ou bien l'OCI se livre d'une façon indigne à des calomnies à la Staline, qui doivent être réfutées dans l'intérêt d'une salubrité élémentaire, ou alors il faut exposer Varga d'une manière décisive comme un agent dont les prétentions à voir ses "positions" prises en considération par des militants peuvent être simplement écartées sans autre forme de procès.

Malheureusement, la conduite criminellement irresponsable de l'OCI, qui se refusa à présenter de façon honnête son cas contre Varga devant le mouvement ouvrier, n'est dépassée que par la réponse étonnamment légère du groupe Varga aux accusations en question qui, si elles sont fondées, définissent cette tendance comme une clique sinistre.

La tendance spartaciste, qui se réclame de la démocratie ouvrière dans la tradition de Léon Trotsky, exige la formation d'un tribunal ouvrier impartial dont le rôle serait d'examiner ces charges. Nous avons demandé de façon répétée de l'OCI qu'elle mette à notre disposition la documentation de ses preuves. Et nous avons insisté auprès du groupe Varga qu'à moins d'une convocation de sa part d'une commission d'enquête ayant autorité, il ne pourrait pas s'attendre à voir le mouvement ouvrier prendre en considération ses prétentions à représenter un courant authentique d'opinions socialistes dans le mouvement ouvrier.

Au fur et à mesure que la polémique entre l'OCI et Varga se développait, entre juin 1972 et avril 1973, le ton des accusations de l'OCI devint de plus en plus vif. Son attitude envers Varga jusqu'à la fin d'avril 1973 n'était pas qualitativement différente de ses habitudes souvent démagogiques. Ainsi l'accusation selon laquelle Varga aurait été un "agent du Kremlin" n'était-elle qu'une caractérisation politique démagogiquement formulée, n'étant pas elle-même fondamentalement différente de l'accusation selon laquelle les pablistes français de la Ligue Communiste auraient été "des agents du stalinisme" et les candidats électoraux de la Ligue en 1973, des "crypto-staliniens". Alors que de telles caractérisations ne font point partie des habitudes d'une organisation trotskyste révolutionnaire, elles sont le genre de

*suite page 14*